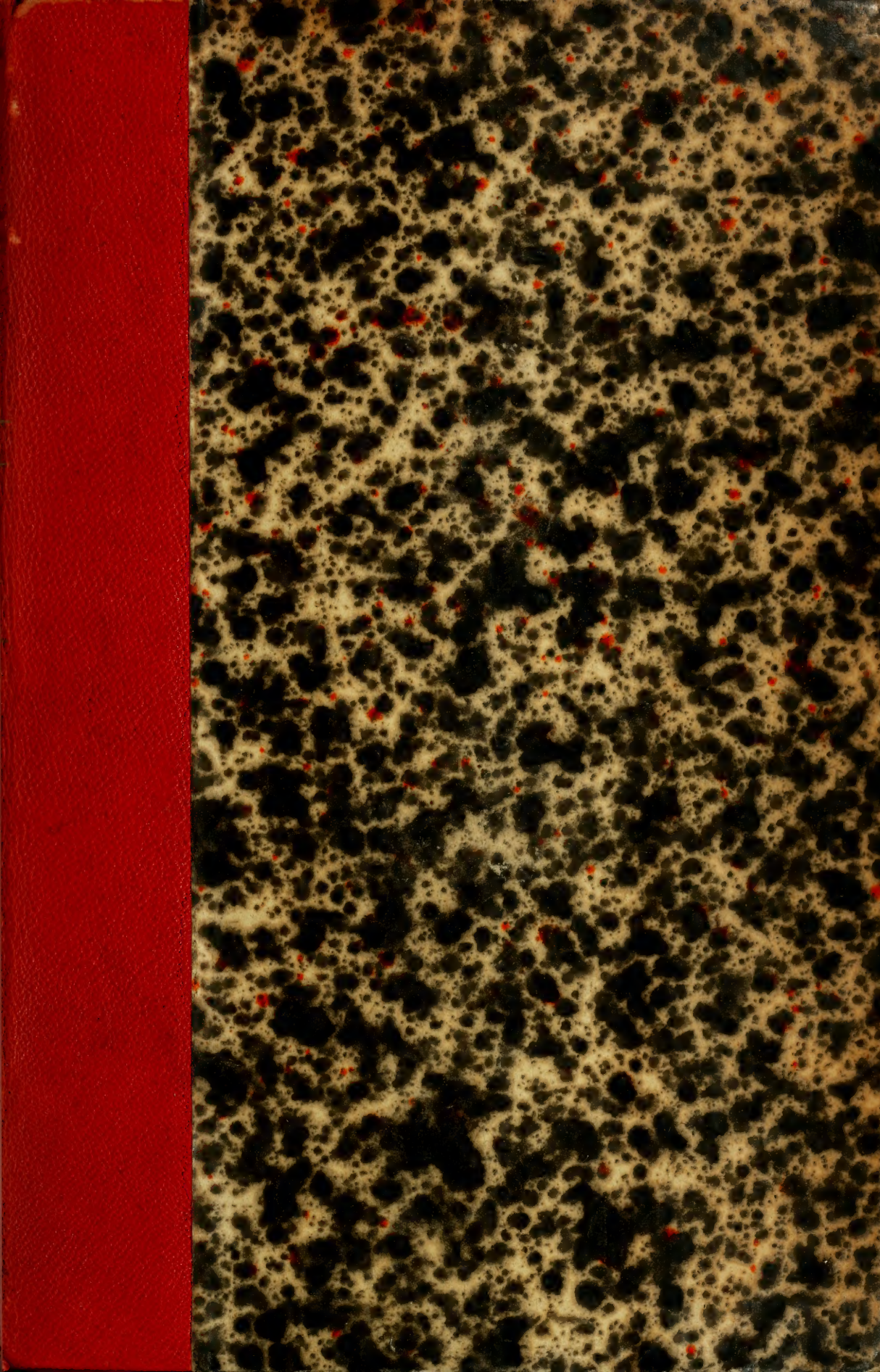












Digitized by the Internet Archive  
in 2009 with funding from  
University of Ottawa



not 111

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE MODERNE  
PUBLIÉE SOUS LES AUSPICES DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE MODERNE

Tome premier. — Fascicule III

---

LE  
**GRAND BUREAU DES PAUVRES**  
**DE PARIS**  
AU MILIEU DU XVIII<sup>E</sup> SIÈCLE

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

PAR

**LÉON CAHEN**

Agrégé d'Histoire, Docteur ès lettres

---

PARIS  
SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION  
(LIBRAIRIE GEORGES BELLAIS)

17, RUE CUJAS, V<sup>e</sup> ARR<sup>1</sup>

---

1904

TOUS DROITS RÉSERVÉS



98

LE

GRAND BUREAU DES PAUVRES

DE PARIS

AU MILIEU DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

DU MÊME AUTEUR

**Condorcet et la Révolution Française.** — Un volume in-8 de  
560 pages . . . . . 10 fr.

*En vente à la librairie Alcan, 108, boulevard Saint-Germain, Paris.*

---

En collaboration avec MM. E. Faguet, Lévy-Schneider, Lichtenberger, Sagnac  
et Wolff :

**L'Œuvre sociale de la Révolution Française.** — Un volume  
in-8 écu de 461 pages . . . . . 5 fr.

*En vente à la librairie A. Fontemoing, 4, rue Le Goff, Paris.*

P  
4F  
3

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE MODERNE  
PUBLIÉE SOUS LES AUSPICES DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE MODERNE  
Tome premier. — Fascicule III

---

LE  
**GRAND BUREAU DES PAUVRES**  
DE PARIS  
AU MILIEU DU XVIII<sup>E</sup> SIÈCLE

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

PAR

**LÉON CAHEN**

Agrégé d'Histoire, Docteur ès lettres

PARIS  
SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION

(LIBRAIRIE GEORGES BELLAIS)

17, RUE GUYAS, V<sup>e</sup> ARR<sup>e</sup>

1904

TOUS DROITS RÉSERVÉS

120220  
15-11112



LE  
GRAND BUREAU DES PAUVRES  
DE PARIS  
AU MILIEU DU XVIII<sup>E</sup> SIECLE

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

PAR

LÉON CAHEN

AGRÉGÉ D'HISTOIRE, DOCTEUR ÈS LETTRES

(435)



## INTRODUCTION

---

On appelle *Grand Bureau des Pauvres* l'institution charitable d'État qui correspond dans la capitale, à la fin de l'ancien régime, à notre Assistance publique d'aujourd'hui. L'origine de l'institution nous est inconnue, et les hommes du XVIII<sup>e</sup> siècle n'étaient pas mieux renseignés que nous à son sujet. « Il n'y a point de titre qui en fixe l'origine », dit un mémoire de 1717<sup>1</sup>, et un autre non daté déclare de même que le « Grand Bureau des Pauvres est si ancien qu'on n'en connaît pas l'origine<sup>2</sup>. » Il ne faudrait pas toutefois exagérer l'antiquité du Grand Bureau : « Il paraît, trouvons-nous dans un mémoire très documenté<sup>3</sup>, dont l'auteur est peut être M. de Tilière, le substitut du procureur général, qui était spécialement chargé vers 1750 de la direction des établissements de bienfaisance, que le Grand Bureau doit son établissement à la nécessité dans laquelle on se trouva, au commencement du siècle, de prendre des mesures pour faire vivre et subsister une multitude considérable de pauvres qui mendiaient..... En effet, nous trouvons dans Fontanon un arrêt du Parlement, publié à son de trompe le 22 avril 1532, par lequel la Cour, en défendant aux mendiants valides de quêmander, ordonne que tous les mendiants seront arrêtés, que les valides seront remis aux

---

1. Bibliothèque nationale, Collection Joly de Fleury, 1280, f<sup>o</sup> 36.

2. Joly de Fleury, 1273, f<sup>o</sup> 125 v<sup>o</sup>.

3. Joly de Fleury, 1280, f<sup>o</sup> 102, r<sup>o</sup> et sq.

Prévôt des marchands et Échevins pour être employés aux travaux publics, que les malades et valides seront mis dans les différents hôpitaux de cette ville, que, pour fournir à la nourriture et entretien des uns et des autres, il sera fait une quête publique dont les deniers devaient être remis entre les mains de ceux qui devaient être commis et députés pour prendre le soin des dits pauvres. » Dans les arrêts que le Parlement prit pour accroître les aumônes, il « est parlé plusieurs fois des commissaires des pauvres, qui y sont aussi nommés commissaires établis sur le fait des pauvres. Ils sont autorisés à ordonner pour le secours des pauvres ce qu'ils aviseront et leurs ordonnances doivent être exécutées par provision, nonobstant opposition ou appellation et sans préjudice d'icelles<sup>1</sup>. »

L'arrêt de 1532 est-il bien l'origine précise du Grand Bureau des Pauvres de Paris ? Il est impossible de se prononcer sur ce point. Mais il est certain que le mot *Commissaire des Pauvres* n'apparaît guère avant 1540, et celui de *Bureau des Pauvres* avant 1545. Le Grand Bureau, selon toute vraisemblance, date donc du premier tiers du xvi<sup>e</sup> siècle, et se rattache à tous les établissements hospitaliers, Hôtels-Dieu, Miséricordes, etc., qui surgissent à cette époque comme une véritable floraison.

Nous ne sommes pas beaucoup mieux renseignés sur le développement et l'évolution du Grand Bureau pendant les deux premiers siècles de son existence. L'incendie de 1871 a détruit ses archives, avant même qu'elles n'eussent été répertoriées. *L'Inventaire des Archives hospitalières* ne comprend que les documents relatifs à l'hôpital de la Trinité : encore est-il si sommaire qu'il ne peut rendre grand service. Nous n'avons donc sur la première période du Grand Bureau que des documents peu nombreux et insuffisants. Au contraire la dernière époque de sa vie nous est plus facilement accessible. Plusieurs volumes de la collection Joly de Fleury, conservée à la Bibliothèque nationale, se rapportent à lui,

---

1. Joly de Fleury, 1280, f<sup>o</sup> 103, r<sup>o</sup>.

et nous fournissent sur son fonctionnement les renseignements les plus précis et les plus circonstanciés. Pour l'origine et la valeur du fond, il est inutile de rien dire ici, et nous renverrons le lecteur à la magistrale étude que M. A. Molinier a rédigée en tête de son *Inventaire sommaire*<sup>1</sup>. Nous rappellerons seulement que, de 1717 à la Révolution, le poste de procureur général a constamment été occupé par un Joly de Fleury<sup>2</sup>. Or la charité fut toujours considérée sous l'ancien régime comme une affaire de police : la préoccupation du gouvernement fut d'assurer l'ordre public, et non de soulager les misères individuelles. Le procureur général eut dans ses attributions la surveillance et la direction des établissements d'assistance, notamment du Grand Bureau : c'était à son cabinet qu'arrivaient, c'était là qu'étaient conservés les rapports des administrateurs, les plaintes, les sollicitations : c'était là qu'étaient préparés les projets de règlement à soumettre au Parlement. Pour répondre aux personnes qui lui recommandaient des pauvres, pour prononcer ses réquisitoires devant la Cour, le procureur général avait besoin de renseignements et de notes : son cabinet demandait et lui soumettait des mémoires, des extraits d'actes anciens, des résumés très documentés. On juge donc de l'intérêt que présentent ces archives d'une famille de procureurs généraux pour l'histoire de la charité dans le ressort du Parlement de Paris.

Les volumes que nous avons consultés sont au nombre de 16, et portent les nos 1238-1242, 1249, 1273-1280, 1302, 1303. Comme ce sont des recueils factices, où se trouvent mêlées des pièces très diverses, et que les divers documents concernant une même affaire sont souvent dispersés, nous

---

1. A. Molinier, *Inventaire sommaire de la collection Joly de Fleury*, Paris, A. Picard, 1881, in-8°.

2. Guillaume François Joly de Fleury fut procureur général de 1717 à 1746 ; son fils, Guillaume François Louis Joly de Fleury, de 1746 à 1775 ; et enfin un neveu de celui-ci, Omer Joly de Fleury, de 1775 à la fin de l'ancien régime.

croions devoir, pour faciliter la lecture de notre étude, donner un catalogue détaillé de la plupart d'entre eux. Seuls les volumes de comptes nous ont semblé ne pas mériter plus qu'une brève mention.

I. Sur le *Grand Bureau* proprement dit. n<sup>os</sup> 1273 à 1280.

**1273**

Mémoire concernant le Grand Bureau, sans date, ni signature (émane probablement d'un attaché au cabinet du procureur général). f<sup>os</sup> 1-5.

Sept exemplaires de l'« Instruction pour les Réformes » (circulaire imprimée), f<sup>os</sup> 6-12.

Rôles de la Réformation des pauvres (imprimé, années 1715, 1718, 1721, 1728, 1731, 1738). f<sup>os</sup> 13-18.

Règlements, Instructions et Ordonnances concernant l'exercice de la charge de commissaire au Grand Bureau des pauvres de la ville et faubourgs de Paris (imprimé, Paris, Simon, 1737). f<sup>os</sup> 19-30.

Noms et surnoms de Mgr le Procureur Général et de Messieurs les Présidents, Doyen, et Commissaires du Grand Bureau des pauvres (imprimé, Paris, Simon, 1739), f<sup>os</sup> 31-63.

Extraits des registres du Parlement (copie manuscrite) : arrêts concernant l'élection des commissaires des pauvres dans les paroisses Saint-Nicolas des Champs et Saint-Landry. f<sup>os</sup> 64-66.

« État des appointements que l'on paye aux officiers du Grand Bureau des pauvres et des Petites Maisons » (mss., sans date, ni signature), f<sup>os</sup> 67-71.

Formule pour désignation d'une quêteuse (imprimé), f<sup>o</sup> 72.

Brevets de nomination de Louis Roger Regnard (1699), Antoine Louis Regnard (1751), Nicolas Jérôme Richer (1754), à la charge de receveur-greffier du Grand Bureau, f<sup>os</sup> 73-83.

Extrait de la séance du Grand Bureau du 10 septembre 1751, réglant les fonctions et les droits du receveur. f<sup>os</sup> 84-85.

Démission de Louis Roger Regnard (24 décembre 1750). f<sup>o</sup> 86.

Autorisation de quêter dans les églises (formule imprimée), f<sup>o</sup> 88.

Mémoire des huissiers au procureur général pour demander le relèvement de leurs salaires (sans date). f<sup>os</sup> 91-92.

Lettres de candidature à la place d'huissier (avec apostilles et lettres de recommandation), f<sup>os</sup> 93-124.

Idée générale et abrégée du Grand Bureau des pauvres et de l'hôpital des Petites Maisons et de celui de la Trinité, en l'état qu'ils sont en la présente année 1717. (Ce mémoire a dû être composé pour le procureur général Joly de Fleury, lors de son entrée en fonctions), f<sup>os</sup> 125-30.

Arrêt du Conseil d'État (11 juillet 1713), exemptant du 10<sup>e</sup> les rentes sur la Ville appartenant au Grand Bureau (imprimé), f<sup>os</sup> 131-132.

Etat des maisons appartenant à l'hôpital de la Trinité, f<sup>os</sup> 133-135, et requête des administrateurs, pour obtenir l'exemption du droit du 50<sup>me</sup>, f<sup>os</sup> 136-137.

Série d'arrêts autorisant le Grand Bureau à saisir les biens et à percevoir les rentes des fous enfermés aux Petites Maisons, f<sup>os</sup> 138-148.

Arrêt du Parlement (5 mai 1755) interdisant aux huissiers qui ne sont pas du Bureau de saisir les biens des pauvres décédés, f<sup>os</sup> 149-150.

Arrêt du Conseil du Roi (29 juillet 1755) sur l'élection des commissaires des pauvres, f<sup>os</sup> 151-152.

Arrêt du Parlement (23 juillet 1759) confirmant aux commissaires du Grand Bureau la qualité de tuteur des insensés enfermés aux Petites Maisons, f<sup>os</sup> 153-154.

« Méthode facile pour abolir la mendicité », (imprimé, anonyme, 1700), f<sup>os</sup> 160-170.

Arrêt du Parlement (15 mars 1709) contre ceux qui refuseront la charge de commissaire, f<sup>os</sup> 172-173.

Arrêt du Parlement (21 novembre 1646) sur la taxe des pauvres, f<sup>os</sup> 179-180. — Reçus de la taxe, f<sup>os</sup> 180-191. — Protestations contre la taxe : du chapitre de St-Louis, f<sup>os</sup> 197-199 ; des jurés selliers (28 décembre 1786), f<sup>os</sup> 203 et sq..

Comptes mensuels manuscrits. Décembre 1746 — février 1747.

Taxe des pauvres. Lettres de sommation de Joly de Fleury, f<sup>os</sup> 211-214, 216, 229, 237. — Demandes de réduction, f<sup>os</sup> 228, 230, 236.

Mémoire anonyme et sans date sur la charité, f<sup>os</sup> 250-255.

Idée de l'établissement des Hôpitaux Généraux dans les temps éloignés (sans date ni signature), f<sup>os</sup> 256-259.

Maximes certaines qu'il est nécessaire d'observer si l'on veut faire disparaître la mendicité de la ville de Paris (sans date ni signature), f<sup>os</sup> 260-267.

Extrait des registres du Grand Bureau (1594-1613). f<sup>os</sup> 270-293.

Maison aux Carrières Charenton. f<sup>os</sup> 294 et sq.

## 1274-1275

Comptes relatifs aux dépenses et aux recettes de la période 1726-1757. (Ce sont des états mensuels manuscrits, sans détails, et dont la consultation n'est pas fort utile. — Plusieurs lacunes graves).

## 1276

Comptes généraux des années 1733-1736. 1748-1760. (La série des comptes est, on le voit, incomplète, et la lacune est des plus regrettables. Les comptes généraux, d'une durée variable, sont imprimés, et divisés en fascicules des recettes et fascicules des dépenses).

## 1277-1279

Recueil des rôles de la taxe des pauvres pour l'année 1743. (Ces documents étaient en général conservés aux archives du Grand Bureau : c'est par hasard que ceux-ci sont demeurés au cabinet du procureur général. La série des rôles aurait constitué une source de renseignements capitale pour l'histoire de Paris. Isolés, ceux de 1743 n'ont plus tout à fait la même valeur, nous avons tâché cependant d'en montrer l'importance).

## 1280

« Pièces relatives au Mémoire sur le Grand Bureau » (avec la suscription : le faire lire à M. de Tilière), brouillon et copie (émane certainement de l'entourage du procureur général). f<sup>os</sup> 1-73.

Brevet de président du Grand Bureau, f<sup>o</sup> 74.

Suppliques diverses, f<sup>os</sup> 75-100.

Rôle des communautés ecclésiastiques, f<sup>o</sup> 101.

Mémoire sur la taxe du Grand Bureau (travail documenté, avec références : l'écriture ressemble à celle de M. de Tilière), f<sup>os</sup> 102-109.

Réformations des pauvres (1731). f<sup>o</sup> III ; (1738), f<sup>o</sup> II4.

Instruction, f<sup>o</sup> 115.

Arrêt du Parlement (12 août 1733) sur le droit de quêter du Grand Bureau, f<sup>o</sup> 116.

Plaintes concernant la taxe des pauvres, f<sup>os</sup> 117-138, 194-197.

Affaire de la maison des Carrières (sur laquelle les fermiers du domaine prétendaient lever le centième denier), f<sup>os</sup> 140-148.

Arrêt du Parlement (21 novembre 1746) sur la taxe des pauvres, f<sup>os</sup> 149-150.

Comptes imprimés du Grand Bureau (1745-1748), f<sup>os</sup> 154-189.

Sur les quêtes (lettre de M. de Tilière), f<sup>o</sup> 206.

Sur la mauvaise qualité du vin, f<sup>os</sup> 207-215, 217-221.

Arrêt du Conseil (29 juillet 1755) sur l'élection des commissaires (imprimé), f<sup>os</sup> 227-228.

Règlement et ordonnance concernant la charge de commissaire, f<sup>os</sup> 229-240.

Dossier relatif à la charge de receveur et d'huissier. Mémoire de M. de Tilière sur le receveur, f<sup>os</sup> 242 et sq.

## II. Sur les *Petites Maisons*, nos 1238-1239, 1302-1303.

### 1238

Règlements et Ordonnances concernant la charge de commissaire des pauvres (Paris, Simon, 1777), f<sup>os</sup> 1-24.

Notes sur la teignerie (anonyme et sans date), f<sup>o</sup> 26.

Qualités nécessaires pour entrer aux Petites-Maisons (mss.), f<sup>o</sup> 28.

Réponses négatives du procureur général à des demandes d'admission, f<sup>os</sup> 30-32.

Note du 1<sup>er</sup> mars 1779 sur les conditions pour entrer aux Petites Maisons, à l'infirmerie (anonyme, mss.), f<sup>o</sup> 33.

Pièces relatives au cimetière de St-Sulpice (cédé en 1684 par les Petites Maisons), f<sup>os</sup> 34-46.

Pièces relatives à la maladrerie, f<sup>os</sup> 45-55).

Distribution nouvelle des emplois entre les Administrateurs de l'hôpital des Petites Maisons (11 avril 1742, imprimé), f<sup>os</sup> 52-53).

Demandes d'internement d'aliénés, f<sup>os</sup> 54-70.

Candidats à la place de boulanger, f<sup>os</sup> 70-81.

Pièces relatives au droit de franc salé. Mémoire des administrateurs demandant à être exemptés de l'impôt de 10 livres par minot de sel, établi le 27 avril 1704, f<sup>os</sup> 115-128.

Demandes pour la place de charpentier, f<sup>os</sup> 133-152.

Mémoire au sujet du droit d'amortissement (1747), f<sup>os</sup> 154-161.

Extrait des règlements pour l'entrée des pauvres (imprimé, sans date), f<sup>o</sup> 163.

Délibération du Grand Bureau au sujet d'une gratification du médecin, f<sup>o</sup> 166.

Etat du nombre des lits qui composent l'infirmerie (10 juin 1790), f<sup>o</sup> 170.

Lettre du Comité de Mendicité (29 avril 1790), signée de Liancourt, demandant des renseignements, f<sup>o</sup> 176.

Pièces relatives à l'augmentation du nombre des sœurs, f<sup>os</sup> 179-181.

Lettres de Bailly et de Jussieu pour demander l'admission d'un garçon de bureau (mai 1790), f<sup>os</sup> 184-185.

Lettre de Jussieu (15 mai 1790) demandant un état des recettes et dépenses du Grand Bureau, f<sup>os</sup> 186-187.

Lettres du duc de Liancourt et réponse, f<sup>os</sup> 188-189.

### 1239

Essai de rédaction d'un nouveau rôle pour l'hôpital des Petites Maisons, f<sup>os</sup> 1-37.

Billets portant les noms d'enfants, f<sup>os</sup> 318-372.

Lettres de recommandation pour la charge de chapelain, f<sup>os</sup> 373-387.

Rôle de 1756, f<sup>os</sup> 390-419.

Enfants admis (liste par paroisses, 1761), f<sup>os</sup> 421-429.

Personnes âgées (liste en 1761), f<sup>os</sup> 430-441.

Pauvres qui sont aux Petites Maisons en 1762, f<sup>os</sup> 442-462.

Lettres relatives aux aliénés, f<sup>os</sup> 463-492.

Mémoire de M. de Tilière sur les droits des aliénés, f<sup>os</sup> 493 et sq.

### 1302

Extrait manuscrit des registres du Grand Bureau (8 mai 1760). Règlement pour les ecclésiastiques, f<sup>os</sup> 2-4.

Nouveau règlement imprimé pour maintenir la paix dans les Petites Maisons (6 avril 1729), f<sup>os</sup> 5-15.

Règlement concernant la discipline des ecclésiastiques (imprimé, 8 mai 1670, cf. ci-dessus), f<sup>os</sup> 16-17.

Lettre de Tilière, sur le prix des pensions de l'infirmerie, f<sup>o</sup> 18.

Projet proposé par les administrateurs au sujet des dépenses de la maladrerie, f<sup>os</sup> 20-22.

Sur le traitement des maladies vénériennes. Lettre du chirurgien, f<sup>os</sup> 23-24.

Arrêt du Parlement (15 juillet 1759) confirmant aux administrateurs des Petites Maisons la tutelle des insensés, f<sup>os</sup> 25-26.

Règlement (ms.) pour la maladrerie (1<sup>er</sup> sept. 1761), f<sup>os</sup> 27-34.

Sur le traitement du chirurgien (mémoire anonyme, de Tilière, je crois), f<sup>os</sup> 35-43.

Plainte sur la conduite des ecclésiastiques, f<sup>o</sup> 47.

Etat des ecclésiastiques employés (1748), f<sup>os</sup> 55-56.

Mémoire sur les abus des Petites Maisons (anonyme et sans date), f<sup>os</sup> 57-58.

Note (de Joly de Fleury ou d'un substitut) sur le même sujet, f<sup>os</sup> 60-61.

1<sup>er</sup> Mémoire des administrateurs au sujet des sœurs (sans date), f<sup>os</sup> 62-65.

Autre Mémoire (sans date), f<sup>os</sup> 66-75.

Réponse des sœurs au 1<sup>er</sup> Mémoire (œuvre de la supérieure, sans date), f<sup>os</sup> 76-79.

Réplique des administrateurs, f<sup>os</sup> 80-81.

Plaintes des administrateurs contre la sœur Agnès, f<sup>o</sup> 82.

Chapelains. Mémoire pour demander une augmentation de traitement, f<sup>os</sup> 83-85.

Lettres de candidature aux postes vacants, f<sup>os</sup> 87-245.

Demande d'augmentation de traitement (27 juin 1778) : refus (13 juillet), f<sup>os</sup> 246-248.

Brevet d'économe-concierge (juillet 1782), f<sup>os</sup> 249-251.

Lettres d'aliénés, f<sup>os</sup> 255-272.

Papiers relatifs à la querelle des sacrements, f<sup>os</sup> 272-274.

Demande au prévôt des marchands de ne pas rembourser les rentes appartenant aux Petites Maisons, f<sup>os</sup> 275-276.

### 1303

Legs de Courtenay (14 août 1731), f<sup>os</sup> 2-5, 17, 24, 27.

Plaintes des commissaires contre le prieuré de Sainte-Catherine du Val des Écoliers, f<sup>os</sup> 6-7.

Maison aux Carrières, f<sup>os</sup> 13-14.

Titre de rente sur l'Hôtel de Ville (1<sup>er</sup> juillet 1721), f<sup>os</sup> 15-16.

Conditions d'entrée aux Petites Maisons (ms.), f<sup>o</sup> 29-30.

Formules imprimées d'admission aux Petites Maisons, f<sup>o</sup> 31.

Qualités requises pour être reçu (imprimé), f<sup>o</sup> 32.

Ordre au médecin d'examiner un aliéné (imprimé), f<sup>o</sup> 33.

Ordre de recevoir un aliéné (ms.), f<sup>o</sup> 34.

Ordre de recevoir un malade vénérien, f<sup>o</sup> 35.

État de ce que paye le Roi pour la nourriture des insensés (23 mars 1724), f<sup>o</sup> 36.

Arrêt du Parlement (13 juillet 1759) confirmant aux commissaires la tutelle des aliénés, f<sup>os</sup> 37-38.

Règlement concernant la discipline, charges et devoirs des chapelains des Petites Maisons (imprimé, 12 septembre 1781, Paris, Simon), f<sup>os</sup> 39-48.

Demande de la Commune de 2 places aux Petites Maisons (18 novembre 1749), f<sup>os</sup> 49-53.

Lettre de Jussieu demandant des renseignements (12 décembre 1789), f<sup>os</sup> 54-56.

Plainte des administrateurs du Grand Bureau contre le district de Saint-Jean qui veut transformer leur maison en caserne, f<sup>os</sup> 58-59.

Mémoire pour les curé et marguilliers de Saint-Merry et lettre (du 12 septembre 1790) y relative, f<sup>os</sup> 58-64.

Suppliques diverses, f<sup>os</sup> 65-73.

État des sœurs en 1790, f<sup>os</sup> 74-76.

III. — *Trinité*, n<sup>os</sup> 1240, 1242 et 1249.

## 1240

Lettres patentes de juin 1554 (imprimé), f<sup>os</sup> 2-3.

Règlement fait pour l'ordre et la discipline des ecclésiastiques de l'hôpital de la Sainte-Trinité (15 mars 1687), f<sup>os</sup> 7-24.

Arrêt du Parlement (24 mai 1712) contre les maîtres horlogeurs, f<sup>os</sup> 25-26.

Arrêt du Parlement (12 juin 1714) autorisant les quêteuses de la Trinité à aller dans les églises, f<sup>os</sup> 27-28.

Arrêt du Parlement contre les maîtres charrons, f<sup>os</sup> 33-34.

Lettre de Regnard, greffier, sur la réforme des enfants (25 février 1718), f<sup>os</sup> 35-36.

Extrait des règlements pour l'entrée des enfants (imprimé), f<sup>o</sup> 37.

Règlement pour l'ordre et la discipline, etc. (1687, cf. ci-dessus), f<sup>os</sup> 38-48.

Note sur les emplois des administrateurs (plusieurs exemplaires), f<sup>os</sup> 49-67.

État de la dépense à faire pour 5 nouvelles boutiques et pièces relatives à cette affaire, f<sup>os</sup> 70-78.

Brevet de réception d'un artisan, f<sup>o</sup> 80.

Mémoire sur la coutume d'envoyer les enfants aux convois (anonyme et sans date, émane d'un adversaire des ecclésiastiques), f<sup>os</sup> 82-87.

État des appointements des officiers de la Trinité, f<sup>os</sup> 88-89.

Règlement général de l'hôpital de la Trinité, 1737 (imprimé), f<sup>os</sup> 92-151.

Conflit avec les maîtres batteurs d'or (1739), f<sup>os</sup> 152-156.

Plainte d'un fabricant de bas contre les jurés merciers-bonneters (1743), f<sup>os</sup> 157-170.

Mémoire des grainiers et grainetiers, f<sup>os</sup> 171-178.

Demande des administrateurs au sujet du franc-salé, f<sup>o</sup> 180.

Plainte de M. de Tilière contre Carré, commissaire des pauvres (28 mai 1746), f<sup>os</sup> 184-186.

Lettres patentes (juillet 1721) confirmant les privilèges de la Trinité, f<sup>os</sup> 197-201.

Arrêt du Parlement (21 février 1731) sur la qualité de fils de maîtres reconnue aux enfants de la Trinité, f<sup>os</sup> 202-203.

Arrêt du Parlement (21 janvier 1756) concernant les brasseurs de la Trinité, f<sup>os</sup> 204-207.

Arrêt du Parlement (11 février) contre les bourreliers, f<sup>os</sup> 208-209.

Sentence de délibéré annulant la saisie faite sur Firmin Lajarrige, ouvrier de la Trinité (3 juillet 1761), f<sup>os</sup> 210-211.

Lettres patentes (17 mars 1762), f<sup>os</sup> 219-221.

Lettres patentes (juillet 1721), f<sup>os</sup> 222-226.

**1241**

Institution. règlements, statuts et privilèges de la Trinité (Paris, Le Prest, 1782, in-f°), f<sup>os</sup> 1-58.

Extrait des registres du Bureau au sujet des boutiques (5 septembre 1730), f<sup>os</sup> 64-66.

Arrêt du Parlement et mémoires du procureur général tendant à réglementer définitivement les conditions d'exercice du privilège de la Trinité et à fixer la liste des métiers soumis à ce privilège (1766-1768), f<sup>os</sup> 67-105.

Le reste du volume est occupé par des comptes manuscrits incomplets.

**1242**

Mémoire des administrateurs au sujet de quelques désordres (8 juillet 1743), f<sup>o</sup> 1.

Une lettre sur le même sujet (2 décembre 1744), f<sup>os</sup> 2-3.

Réponse du maître des enfants (3 octobre 1744), f<sup>o</sup> 4.

Lettre d'envoi d'un mémoire (sans date), f<sup>o</sup> 5.

Mémoire des ecclésiastiques (sans date), f<sup>os</sup> 6-7.

Mémoire des administrateurs (sans date), f<sup>os</sup> 8-12.

Mémoire des ecclésiastiques (sans date), f<sup>os</sup> 13-16.

Notes des emplois des administrateurs, f<sup>os</sup> 17-18.

Notes sur l'emploi de maître des enfants, f<sup>os</sup> 19-23.

Rôle des garçons de 1755, f<sup>os</sup> 24-73.

Note des garçons de 1756, f<sup>os</sup> 74.

**1249**

Lettres patentes (juin 1554) sur le privilège de la Trinité, f<sup>os</sup> 1-4.

Confirmation (juin 1636), f<sup>os</sup> 5-7.

Confirmation (avril 1644), f<sup>os</sup> 8-9.

Arrêt du Parlement (15 janvier 1644) défendant aux huissiers de faire aucune signification. sinon au Bureau les jours d'assemblée, f<sup>os</sup> 10-11.

Arrêt du Parlement (12 juin 1714) permettant aux quêteuses de la Trinité d'aller dans toutes les églises, f<sup>os</sup> 12-13.

Lettres patentes (juillet 1721) sur la qualité des enfants de la Trinité, f<sup>os</sup> 14-17.

Lettres patentes (17 mars 1762) étendant les privilèges de la Trinité, f<sup>os</sup> 18-19.

Arrêt du Parlement (15 février 1764) annulant la saisie faite sur Caillois, ouvrier rubannier de l'hôpital, f<sup>os</sup> 20-21.

Arrêt du Parlement (18 janvier 1768) fixant la liste des métiers enseignés à la Trinité, f<sup>os</sup> 22-28.

Extrait des règlements pour l'entrée des enfants (imprimé), f<sup>o</sup> 29.

Lettre de M. de Tilière sur les conditions d'admission, f<sup>o</sup> 30.

Plan de 1766, f<sup>os</sup> 31-32.

Lettres de candidature à la place de médecin, f<sup>os</sup> 33-39.

Lettres relatives à l'admission des enfants, f<sup>os</sup> 40-123.

Pièces relatives au legs Bellasize, f<sup>os</sup> 124-125.

Fondations Chauvin, f<sup>os</sup> 126-139.

Comptes mensuels (manuscrits), f<sup>os</sup> 140-166.

Etat des ouvriers de la Trinité, f<sup>o</sup> 167 à la fin du volume.

Enfin nous avons consulté, mais sans grand profit :

H. Sauval, *Histoire et recherches des antiquités de Paris*, Paris, 1724, 3 vol. in-f<sup>o</sup>.

Piganiol de la Force, *Description de Paris*, 2<sup>e</sup> éd., 1765, 10 vol. in-12.

Dom Félibien, revu par Lobineau, *Histoire de la ville de Paris*, Paris, 1725, 5 vol. in-f<sup>o</sup>.

Jaillot, *Recherches critiques historiques sur la ville de Paris*, Paris, 1775, 5 vol. in-8<sup>o</sup>.

Abbé Lebeuf, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, réimpression en 6 vol. in-8<sup>o</sup> avec table, par Bournon, 1883-1893.

Hurtaut et Magny, *Dictionnaire historique et critique de la ville de Paris*, Paris, 1779, 4 vol. in-8<sup>o</sup>.

Le Noir, *Détail sur quelques établissements de la ville de Paris*, Paris, 1780, in-8<sup>o</sup>.

*Tableau de l'humanité qui se fait dans Paris*, Paris, 1769, in-12.

Delamare, *Traité de la Police*, Paris, 1722-1735, 3 vol. in-f<sup>o</sup>.

*Inventaire des Archives hospitalières de Paris*, t. III, Paris, Grandremy et Henon, 1886, in-4<sup>o</sup>.



LE  
GRAND BUREAU DES PAUVRES  
DE PARIS  
AU MILIEU DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

---

Le « Grand Bureau des Pauvres » comprend trois établissements, qui répondent chacun à une fin distincte, qui possèdent une assez large autonomie, mais qui sont soumis à l'autorité d'un chef commun, le Procureur Général au Parlement de Paris, qui ont une caisse commune, une administration commune, des officiers communs et qui s'adressent tous à la même clientèle de pauvres. Ce sont :

1<sup>o</sup> Le Grand Bureau proprement dit, qui distribue aux malheureux des ressources régulières en espèces ;

2<sup>o</sup> L'hospice des Petites Maisons, qui reçoit les indigents très âgés, les insensés ;

3<sup>o</sup> L'hospice de la Trinité, qui recueille les enfants, orphelins de père ou de mère, et leur apprend un métier.

Nous étudierons successivement le fonctionnement de chacun d'eux.

## CHAPITRE PREMIER

---

### LE GRAND BUREAU DES PAUVRES

Le Grand Bureau est une institution qui a pour objet de distribuer dans toutes les paroisses de Paris, des secours alimentaires en espèces, à des vieillards ou à des enfants indigents des deux sexes. Ces secours, au cours du <sup>xvii</sup>e siècle, ne pouvaient excéder 5 sous par semaine, pour les enfants, 8 sous pour les adultes <sup>1</sup>. Au <sup>xviii</sup>e siècle, ces derniers furent l'objet d'une mesure généreuse : l'allocation hebdomadaire qu'ils reçurent put s'élever jusqu'à 10 sous <sup>2</sup>. Mais c'était là un maximum que tous les pauvres n'obtenaient pas <sup>3</sup>. L'assistance du Grand Bureau était donc bien insuffisante et précaire ; et si l'on songe au peu d'effet utile que produisent aujourd'hui les secours de 5 ou 10 francs distribués par les bureaux de bienfaisance, on comprendra que l'institution officielle n'ait pu lutter avec succès contre la misère contemporaine, et qu'il se soit constitué, à côté d'elle, un certain nombre d'organismes charitables privés et locaux, les compagnies paroissiales par exemple.

Quelle que soit la médiocrité de l'aumône, beaucoup de pauvres, beaucoup de malheureux la sollicitent. Le Grand Bureau ne peut satisfaire à toutes les demandes : son budget s'y oppose, et plus encore son règlement. Chaque paroisse ne reçoit pas une annuité dont elle peut user à sa guise. Le chiffre des pauvres est arrêté à l'avance, probablement chaque

---

1. Joly de Fleury, 1280, f° 42 (Mémoire sur le Grand Bureau).

2. *Id.*, *ibid.*

3. Dans le « Mémoire concernant les Réformes du Grand Bureau » se trouve cette phrase : « Et, en connaissance de cause, les uns étaient cassés et rayés de l'aumône ; d'autres étaient augmentés ou diminués de paye. » J. de F., 1273, f° 2 v°.

année, par le Procureur Général : chaque quartier figure sur la liste générale avec un contingent déterminé. Que la misère soit plus ou moins grande, peu importe. Le chiffre des admissions ne peut varier dans le cours d'un exercice <sup>1</sup>, et les postulants, quelle que soit leur détresse, quel que soit leur mérite, sont réduits à attendre, pour être secourus, qu'une vacance survienne : ils passent à l'ancienneté, s'il ne se produit pas de tour de faveur, et la correspondance des Joly de Fleury témoigne que la faveur s'exerçait à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle comme de nos jours. Le nombre des pauvres inscrits était de 2,000 à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ; en 1690, il fut réduit de moitié, puis se releva peu à peu : en 1717, il était de 1181 <sup>2</sup> ; en 1731, il était sensiblement le même. Ce chiffre était dérisoire, si l'on songe à la population que comptait Paris à ce moment. Il semble que le Grand Bureau en ait eu conscience : car, vers le milieu du siècle, on constate de sa part un effort pour développer son action charitable, effort que la médiocrité de ses ressources empêche malheureusement d'être efficace. De 1731 à 1733, les aumônes de toutes les paroisses progressent brusquement : le tableau ci-dessous le montrera.

ACCROISSEMENT DES AUMÔNES VERS 1731  
(d'après les comptes mensuels du registre 1274).

| ANNÉES                    | 1729  | 1730  | 1731  | 1732  | 1733  |
|---------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Distributions (en livres) | 26100 | 26000 | 29500 | 33050 | 33800 |

Comme les rôles de réformation de cette époque indiquent toujours le même nombre d'assistés <sup>3</sup>, on est obligé de sup-

1. Mémoire sur le Grand Bureau, J. de F., 1280, f° 42 r°.

2. Idée générale et abrégée du Grand Bureau des Pauvres (1717), J. de F., 1273, f°s 125-126.

3. En 1728, le chiffre des pauvres est de 1194 ; mais l'augmentation tient seulement à l'apparition de la paroisse Notre-Dame des Bonnes Nouvelles qui ne figure pas sur les rôles précédents, et à laquelle est attribué un contingent de 12 assistés. St-Laurent passe de 51 inscrits à 39, soit une perte de 12 ; St-Marguerite obtient 5 places nouvelles, et la Madeleine 8, soit 13 en tout (Rôles de la réformation, J. de F., 1273, f° 13 et sq.).

poser que le Bureau a seulement élevé le montant de la paye, et peut-être est-ce à cette époque que les secours furent portés de 8 à 10 sous. En 1738, un autre changement se produit. Au rôle de réformation de cette année, figurent 1400 pauvres contre 1181, soit un accroissement de plus d' 1/6. Le Grand Bureau ne pouvait sans doute faire beaucoup plus, ses ressources étaient limitées : le chiffre des distributions demeure à peu près stationnaire, aux environs de 33.000 livres <sup>1</sup>. Il suit de là que le Grand Bureau exerce seulement une action restreinte et insuffisante : et si l'on réfléchit que le développement de la population parisienne au XVIII<sup>e</sup> siècle entraîne nécessairement une recrudescence de misère, son inertie et sa détresse apparaîtront plus lamentables encore.

Ces indications générales ne sauraient suffire. Si l'on pénètre plus avant dans le détail, on peut dégager quelques conclusions intéressantes. Les paroisses parisiennes n'émargent point pour une somme égale au budget du Grand Bureau. S'il serait imprudent d'attribuer aux chiffres des contingents paroissiaux une valeur absolue, il serait injuste de leur refuser toute portée. L'équité la plus sévère n'a pas sans doute présidé à la répartition des subsides ; mais il existe quand même une certaine relation entre le crédit qui est affecté à chaque paroisse et le nombre des malheureux qu'elle compte parmi ses habitants. Les tableaux qu'on va lire permettent donc de se faire une idée de la répartition de la misère à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle. Considérons d'abord la situation des paroisses vers 1731.

1. Distributions, de 1733 à 1749

| ANNÉES                  | 1733  | 1734  | 1738  | 1740<br>(11 mois) | 1743  | 1749  |
|-------------------------|-------|-------|-------|-------------------|-------|-------|
| Distributions . . . . . | 33800 | 35205 | 33800 | 31968             | 33600 | 34450 |

(D'après les comptes mensuels des registres J. de F. 1274-1275).

| PAROISSES                        | Nombre de pauvres inscrits au rôle de 1731 | PAUVRES ASSISTÉS EN RAISON DE FONDATIONS | Nombre de pauvres à la charge du Bureau | AUMONES DE L'ANNÉE 1731 (EN LIVRES) | AUTRES CHIFFRES |
|----------------------------------|--------------------------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------------|-------------------------------------|-----------------|
| St-Nicolas-des-Champs .          | 166                                        |                                          | 166                                     | 3732                                |                 |
| St-Sulpice . . . . .             | 98                                         |                                          | 98                                      |                                     | 2132 (1730)     |
| St-Eustache . . . . .            | 96                                         |                                          | 96                                      | 2694                                |                 |
| St-Roch . . . . .                | 66                                         |                                          | 66                                      |                                     | 2041 (1732)     |
| St-Germain-l'Auxerrois .         | 59                                         |                                          | 59                                      |                                     | 1912 (1732)     |
| St-Etienne-du-Mont . . .         | 55                                         | 2 (fondat. David)                        | 53                                      | 1494                                |                 |
| St-Sauveur . . . . .             | 49                                         |                                          | 49                                      |                                     | 979 (1732)      |
| St-Médard . . . . .              | 54                                         | 6 ( - id. )                              | 48                                      |                                     | 726 (1732)      |
| St-Gervais . . . . .             | 43                                         |                                          | 43                                      | 1156                                |                 |
| St-Paul . . . . .                | 42                                         |                                          | 42                                      | 1614                                |                 |
| St-Laurent . . . . .             | 39                                         |                                          | 39                                      | 1055                                |                 |
| St-Jacques-St-Philippe .         | 37                                         | 1 ( - id. )                              | 33                                      |                                     | 875 (1732)      |
| St-Jean-en-Grève . . . .         | 31                                         |                                          | 31                                      | 916                                 |                 |
| St-Nicolas-du-Chardonnet         | 33                                         | 3 ( - id. )                              | 30                                      | 867                                 |                 |
| St-Médéric . . . . .             | 30                                         |                                          | 30                                      |                                     | 1045 (1732)     |
| St-Marguerite . . . . .          | 30                                         |                                          | 30                                      | 897                                 |                 |
| St-Jacques-la-Boucherie .        | 30                                         |                                          | 30                                      | 840                                 |                 |
| St-Severin . . . . .             | 29                                         |                                          | 29                                      | 792                                 |                 |
| St-Leu, St-Gilles . . . .        | 24                                         |                                          | 24                                      | 785                                 |                 |
| St-André-des-Arts . . . .        | 22                                         | 6 (fondat. Leroy)                        | 22                                      | 622                                 |                 |
| St-Barthélemy . . . . .          | 28                                         | 1 ( id. Marnadée)                        | 21                                      | 787                                 |                 |
| St-Benoît . . . . .              | 22                                         | 2 (id. David)                            | 20                                      | 616                                 |                 |
| St-Madeleine de la V. l'Evêque . | 15                                         |                                          | 15                                      | 682                                 |                 |
| St-Louis-en-l'Isle . . . .       | 14                                         |                                          | 14                                      | 366                                 |                 |
| St-Landry . . . . .              | 12                                         |                                          | 12                                      |                                     |                 |
| St-Germain-le-Vieux . . .        | 12                                         |                                          | 12                                      | 350                                 |                 |
| St-Cosme-St-Damien . . .         | 12                                         |                                          | 12                                      | 355                                 |                 |
| N.-D. des Bonnes-Nouvelles .     | 12                                         |                                          | 12                                      | 409                                 |                 |
| Sts-Innocents, St-Opportune .    | 11                                         |                                          | 11                                      | 301                                 |                 |
| St-Martin . . . . .              | 12                                         | 3 (fondat. David).                       | 9                                       | 280                                 |                 |
| St-Hippolyte . . . . .           | 11                                         | 3 ( - id. )                              | 8                                       | 254                                 |                 |

Pour apprécier ces chiffres avec précision et justesse, il faudrait connaître l'étendue et la population respectives des paroisses parisiennes. Il n'entre pas dans notre plan de tenter cette étude, qui exigerait beaucoup de temps et de place, et pour laquelle certains éléments font défaut. On remarquera seulement la place qu'occupent dans la hiérarchie des aumônes des circonscriptions comme St-Roch, qui n'occupent point un espace très considérable. Il semble que les quartiers les plus pauvres soient ceux de la périphérie, St-Roch, St-Nicolas des Champs, St-Laurent, St-Etienne-du-Mont, St-Sulpice.

Les chiffres que nous avons indiqués ont subi, on le sait, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, d'importantes variations. Il importe de mettre ces variations en relief : les tableaux suivants permettront de les saisir.

Le premier présente l'augmentation du nombre des pauvres de 1731 à 1738 <sup>1</sup> :

| PAROISSES                | Rôle<br>de 1731 | Rôle<br>de 1738 | Accroissement. |
|--------------------------|-----------------|-----------------|----------------|
| St-Nicolas-des-Champs .  | 166             | 166             | 0 %            |
| St-Sulpice . . . . .     | 98              | 116             | 18.16 —        |
| St-Eustache. . . . .     | 96              | 120             | 25 —           |
| St-Roch . . . . .        | 66              | 76              | 15.15 —        |
| St-Germain-l'Auxerrois . | 59              | 70              | 18.64 —        |
| St-Etienne-du-Mont . .   | 55              | 65              | 18.18 —        |
| St-Sauveur . . . . .     | 49              | 53              | 8.16 —         |
| St-Médard . . . . .      | 54              | 60              | 11.11 —        |
| St-Gervais . . . . .     | 43              | 52              | 20.93 —        |
| St-Paul . . . . .        | 42              | 58              | 38.09 —        |
| St-Laurent . . . . .     | 39              | 45              | 15.49 —        |
| St-Jacques-St-Philippe . | 37              | 44              | 10.81 —        |
| St-Jean-en-Grève . . .   | 31              | 40              | 29.03 —        |

1. D'après les Rôles de Réformation, J. de F., 1273.

| PAROISSES                                                         | Rôle<br>de 1731 | Rôle<br>de 1738 | Accroissement |
|-------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|---------------|
| S <sup>t</sup> -Nicolas-du-Chardonnet                             | 33              | 41              | 24.24 %       |
| S <sup>t</sup> -Médéric . . . . .                                 | 30              | 36              | 20 —          |
| S <sup>te</sup> -Marguerite . . . . .                             | 30              | 40              | 33.33 —       |
| S <sup>t</sup> -Jacques-la-Boucherie .                            | 30              | 36              | 20 —          |
| S <sup>t</sup> -Séverin . . . . .                                 | 29              | 33              | 13.79 —       |
| S <sup>t</sup> -Leu, S <sup>t</sup> -Gilles . . . .               | 24              | 28              | 16.66 —       |
| S <sup>t</sup> -André-des-Arts . . . .                            | 22              | 26              | 18.18 —       |
| S <sup>t</sup> -Barthélemy . . . . .                              | 28              | 32              | 14.28 —       |
| S <sup>t</sup> Benoît . . . . .                                   | 22              | 26              | 18.18 —       |
| S <sup>te</sup> -Madeleine-de-la-V.-l'Evêque .                    | 15              | 29              | 93.33 —       |
| S <sup>t</sup> -Louis-en-l'Isle . . . .                           | 14              | 16              | 14.28 —       |
| S <sup>t</sup> -Landry . . . . .                                  | 12              | 14              | 16.66 —       |
| S <sup>t</sup> -Germain-le-Vieux . . .                            | 12              | 14              | 16.66 —       |
| S <sup>t</sup> -Cosme-S <sup>t</sup> -Damien . . .                | 12              | 14              | 16.66 —       |
| N.-D.-des-B.-Nouvelles .                                          | 12              | 15              | 25 —          |
| S <sup>ts</sup> -Innocents-S <sup>te</sup> -Opport <sup>e</sup> . | 11              | 13              | 18.18 —       |
| S <sup>t</sup> -Martin . . . . .                                  | 12              | 13              | 8.33 —        |
| S <sup>t</sup> -Hippolyte . . . . .                               | 11              | 13              | 18.18 —       |

Pour tirer de ces chiffres une conclusion précise, il faudrait pouvoir les rapprocher de ceux des aumônes paroissiales. Or ceux-ci nous font défaut : nous n'avons pas de comptes généraux détaillés pour les années 1736-1745 : et même pour la période antérieure, nous sommes loin d'avoir tous les éléments de comparaison nécessaires. Le premier compte général qui nous ait été transmis étant celui de 1733-1736, nous ne pouvons suivre la marche ascensionnelle des distributions, vers 1731, que dans les circonscriptions paroissiales, dont les commissaires étaient en retard. Heureusement le nombre de ceux-ci était grand, et le compte de 1733-1736 nous fournit un certain nombre de renseignements précieux : le tableau ci dessous permettra d'en juger :

| PAROISSES                                                                                 | AUMONES<br>de 1730 | AUMONES<br>de 1731 | AUMONES<br>de 1732 | AUMONES<br>de 1733 | ACCROISSEMENT |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------|
| S <sup>t</sup> -Germain-l'Auxerrois . . . . .                                             |                    |                    | 1912               | 1912               |               |
| S <sup>t</sup> -Eustache . . . . .                                                        |                    | 2694               | 3266               | 3266               | 21,23 %       |
| S <sup>t</sup> -Jacques-la-Boucherie . . . . .                                            |                    | 840                | 1046               | 1008               | 20 —          |
| S <sup>te</sup> -Opportune, S <sup>ts</sup> -Innocents et S <sup>t</sup> -Josse . . . . . |                    | 301                | 374                | 374                | 24,25 —       |
| S <sup>t</sup> -Médéric . . . . .                                                         |                    |                    | 1045               | 1028               |               |
| S <sup>t</sup> -Jean-en-Grève . . . . .                                                   | 720                | 916                |                    |                    | 26,94 —       |
| S <sup>t</sup> -Gervais . . . . .                                                         | 951                | 1156               | 1408               | 1440               | 40,90 —       |
| S <sup>t</sup> -Paul . . . . .                                                            |                    | 1614               | 1614               | 1614               |               |
| S <sup>te</sup> -Marguerite . . . . .                                                     |                    | 897                | 1105               | 1105               | 23,18 —       |
| S <sup>t</sup> -Nicolas-des-Champs . . . . .                                              |                    | 3722               | 3132               |                    |               |
| S <sup>t</sup> -Laurent . . . . .                                                         |                    | 1055               | 1038               | 1040               |               |
| N.-D. des Bonnes-Nouv. . . . .                                                            |                    |                    | 409                | 411                |               |
| S <sup>t</sup> -Sauveur . . . . .                                                         |                    |                    | 979                | 979                |               |
| S <sup>t</sup> -Leu, S <sup>t</sup> -Gilles . . . . .                                     |                    | 785                | 798                | 794                |               |
| S <sup>t</sup> -Roch . . . . .                                                            |                    |                    | 2041               | 2093               |               |
| S <sup>te</sup> -Madeleine de la V. l'Evêque . . . . .                                    |                    |                    | 682                | 682                |               |
| S <sup>t</sup> -Sulpice . . . . .                                                         | 2132               | 2592               | 3092               | 3015               | 41,41 —       |
| S <sup>t</sup> André-des-Arts . . . . .                                                   | 514                | 622                | 740                |                    | 43,96 —       |
| S <sup>t</sup> Séverin . . . . .                                                          | 665                | 792                | 919                |                    | 38,19 —       |
| S <sup>t</sup> -Cosme . . . . .                                                           |                    | 355                | 413                | 413                | 16,36 —       |
| S <sup>t</sup> -Benoît . . . . .                                                          |                    | 616                | 725                | 725                | 17,69 —       |
| S <sup>t</sup> -Jacques-S <sup>t</sup> -Philippe . . . . .                                |                    |                    | 875                | 752                |               |
| S <sup>t</sup> -Etienne-du-Mont . . . . .                                                 | 1267               | 1494               |                    |                    |               |
| S <sup>t</sup> -Médard . . . . .                                                          |                    |                    | 726                | 700                |               |
| S <sup>t</sup> -Martin . . . . .                                                          |                    | 280                | 269                | 278                |               |
| S <sup>t</sup> -Nicolas-du-Chardonnet . . . . .                                           | 795                | 867                | 928                | 953                | 19,87 —       |
| S <sup>t</sup> -Louis-en-l'Isle . . . . .                                                 |                    | 366                | 402                | 402                | 15,21 —       |
| S <sup>t</sup> -Hippolyte . . . . .                                                       |                    |                    | 254                | 242                |               |
| S <sup>te</sup> -Madeleine-en-la-Cité . . . . .                                           | 295                |                    |                    |                    |               |
| S <sup>t</sup> -Barthélemy . . . . .                                                      |                    | 787                | 904                | 904                | 28,09 —       |
| S <sup>t</sup> -Germain-le-Vieux . . . . .                                                | 292                | 350                | 407                | 407                | 39,38 —       |

Les deux tableaux, on le remarquera, sont loin de coïncider : le fait n'a rien qui puisse surprendre. Le Grand Bureau, en 1730, a cherché à accroître le montant des allocations hebdomadaires, sans toucher au chiffre des pauvres : en 1738, il a voulu élever le nombre des inscrits sans augmenter la dépense annuelle. Il s'est produit, au XVIII<sup>e</sup> siècle, une évolution double dont il fallait bien montrer les deux aspects.

Le budget du Grand Bureau n'a pas sensiblement varié, nous l'avons vu, de 1735 à 1760 : la plupart des paroisses ont eu constamment le même crédit à leur disposition. Cependant il s'est produit quelques modifications : si les diminutions d'aumônes ont été pour ainsi dire nulles <sup>1</sup>, certains quartiers ont vu majorer dans une forte proportion leurs disponibilités. En voici la liste :

| PAROISSES                    | 1732   | 1745 | 1749 | 1756 |
|------------------------------|--------|------|------|------|
| St-Nicolas-des-Champs . . .  | 3132   | 3118 | 4564 | 4564 |
| St-Laurent . . . . .         | 1038   | 1039 | 1244 | 1254 |
| St-Sauveur . . . . .         | 979    | 1081 | 1438 | 1451 |
| St-Jacques-St-Philippe . . . | 875    | 783  | 962  | 1205 |
| St-Médard . . . . .          | 726    | 758  | 1162 | 1627 |
| St-Martin . . . . .          | 269    | 259  | 329  | 376  |
| St-Hippolyte . . . . .       | 254    | 348  | 376  | 382  |
| St-Nicolas-du-Chardonnet . . | 928    | 871  | 1128 | 1133 |
| St-Barthélemy . . . . .      | 904    | 907  | 1729 | 2145 |
| St-Étienne-du-Mont . . . .   | Manque | 1749 | 1796 | 1778 |

En sorte que si l'on classe les paroisses par ordre de dépenses, on s'aperçoit que l'ordre de 1731 a subi de notables changements. St-Barthélemy, qui figurait un des derniers sur la liste, occupe maintenant le 4<sup>e</sup> rang entre St-Roch et

---

1. La paroisse des Sts-Innocents passe de 374 à 322, c'est la seule diminution sensible.

St-Germain l'Auxerrois, St-Médard distance de loin St-Paul : St-Gervais est descendu de sa place primitive.

Ces constatations ne nous permettent pas de dire avec précision quelle a été, à Paris, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'évolution de la misère : mais elles permettent d'affirmer que la population malheureuse a cru de façon inégale, dans les divers quartiers de Paris.

II. — Malgré l'augmentation des crédits, le Grand Bureau ne put jamais satisfaire qu'à un petit nombre de demandes ; il dut donc procéder constamment à des sélections, qui devinrent avec le temps de plus en plus rigoureuses. Sont éliminés d'abord tous ceux qui ne sont pas, ou qui sont mauvais catholiques : le pauvre, pour être admis, doit présenter un certificat de bonnes vie et mœurs, signé du curé de sa paroisse. L'Etat s'est solidarisé avec l'Eglise. Dieu protège le Roi ; le Roi doit protéger son Dieu. Tout libertin est un rebelle ; tout dissident est hors la loi. Les compagnies paroissiales ont été créées dans une intention confessionnelle <sup>1</sup> : le Grand Bureau, établissement officiel, est amené par le cours des choses à suivre leur exemple et à pratiquer leurs maximes.

Le nombre des bons chrétiens est trop élevé pour qu'il ne soit pas nécessaire d'opérer encore un choix parmi eux. Sont rejetés de plein droit tous ceux qui ne sont pas nés à Paris, ou qui n'habitent pas la capitale depuis 3 ans. Les villes, les quartiers, sont en effet, sous l'ancien régime, de véritables Etats, jaloux les uns des autres, animés d'un esprit particulariste extrêmement vivace, et qui veulent réserver toutes leurs ressources à leurs citoyens. L'étranger ne peut obtenir ses lettres de naturalité qu'au bout d'un séjour prolongé ; encore est-il prescrit de préférer toujours les indigents nés à Paris aux pauvres forains <sup>2</sup>. De plus le Grand Bureau ne doit admet-

---

1. Cf. mon article sur *Les idées charitables à Paris au XVIII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècles*, d'après les règlements des compagnies paroissiales, dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1900-1901, t. II, p. 5-22.

2. Règlement des Commissaires, art. 23, J. de F., 1273, F. 24.

tre que des vieillards. D'Aguesseau a prescrit <sup>1</sup> que les assistés devaient être âgés de 60 ans ; mais cette limite minima ne fut jamais atteinte : en 25 ans, 4 ou 5 indigents seulement, affligés d'« infirmités pitoyables » <sup>2</sup>, furent inscrits à l'aumône, à l'âge de 60 ans : la plupart des pauvres du Grand Bureau avaient dû attendre d'avoir 65 ou 70 ans pour recevoir des secours.

Enfin d'Aguesseau « a recommandé aux commissaires des pauvres de préférer ceux qui sont maîtres de métier, ou d'autre condition égale ou plus élevée <sup>3</sup> », et l'on ne voit pas que ces instructions aient été révoquées. C'est donc surtout aux déclassés, aux marchands qui n'ont pas réussi, aux bourgeois et aux nobles tombés dans la détresse que va la sollicitude des administrateurs du Grand Bureau : l'ouvrier, l'artisan les intéressent peu. Le fait qui nous semble aujourd'hui singulier paraissait tout naturel aux hommes du XVIII<sup>e</sup> siècle. Nous avons démontré ailleurs <sup>4</sup> que les compagnies de charité paroissiales n'agissaient pas autrement, et constituaient de véritables sociétés de secours mutuels pour les bourgeois. Rien d'étonnant à ce que les commissaires des pauvres, en rapports fréquents avec les membres des compagnies paroissiales, aient agi, dans leur sphère, selon les mêmes principes, et d'après le même idéal.

Une fois admis, le pauvre reçoit une croix et la marque du Grand Bureau ; il est astreint, sauf le cas de maladie, à venir chercher lui-même sa paye : il ne peut s'absenter plus de trois semaines, sans demander un congé ; il doit continuer à observer les préceptes de la morale et de la religion, à vivre chrétiennement ; il n'a pas le droit de mendier. Le Grand Bureau, qui est son protecteur, devient du même coup son héritier : c'est lui qui règle le terme échû du loyer après la mort d'un assisté ; lui qui recouvre les créances dues à son

---

1. Idée générale et abrégée du Grand Bureau (1717), J. de F., 1273, f<sup>o</sup> 126.

2. Mémoire sur le Grand Bureau, J. de F., 1280, f<sup>o</sup> 40.

3. Idée générale et abrégée du Grand Bureau (1717), J. de F., f. 125.

4. Cf. article cité.

pensionnaire, lui qui vend les meubles du pauvre décédé ; car les parents, quel que soit leur degré de consanguinité, sont déchus de leurs droits civils et n'entrent en possession des biens du défunt, que si l'héritage est sans valeur <sup>1</sup>.

III. — Pour enquêter les pauvres qui sollicitent leur inscription, pour surveiller et payer ceux qui sont admis, il faut un personnel relativement nombreux : le Grand Bureau est en effet une administration complexe aux rouages multiples. Il a été jadis, paraît-il, placé sous la direction de quelques conseillers au Parlement : tous les mémoires historiques que nous possédons s'accordent sur ce point. Puis, de bonne heure, il a passé sous celle du Procureur Général du Roi, « administrateur né de tous les établissements publics et surtout de ce qui regarde les pauvres <sup>2</sup>. » C'est le Procureur Général, ou à son défaut, un de ses substituts qui préside les assemblées du Bureau, signe les ordonnances d'admission soit à l'aumône, soit à la Trinité, soit aux Petites Maisons, lui qui nomme, parmi les notables de Paris, les membres du conseil juridique du Bureau. Mais ni lui, ni son substitut ne peuvent s'occuper du détail : il a, sous ses ordres, des agents paroissiaux, qui portent le nom de *Commissaires des Pauvres* et qui constituent le rouage essentiel de l'institution. Le 7 novembre 1544, le Roi attribua au Prévôt des marchands et aux échevins « la super-intendance des choses requises pour la Communauté des Pauvres, et députa quelques-uns des conseillers de ville et autres gens de bien, notables et charitables, lesquels prêteront serment au Parlement. En conséquence, il y eut une élection de commissaires et députés qui furent présentés au Parlement, le 19 du même mois, et qui prêtèrent serment. Telle est l'origine du Grand Bureau des Pauvres et des Commissaires des Pauvres. Le 24, Messieurs les gens du Roi font ordonner que les Prévôt et Échevins fourniraient

1. Règlement des Commissaires, art. 40 et 41, J. de F., 1273, f<sup>o</sup> 27 et sq.

2. J. de F., 1280, f<sup>o</sup> 3 v.

auxdits commissaires un lieu pour y tenir leur assemblée, soit dans l'Hôtel-de-Ville, soit ailleurs. . . Les premiers commissaires devaient rester en place un an ou deux au plus, et être remplacés par de nouveaux, pareillement élus par le corps de ville et reçus par le Parlement. Cet arrangement ne paraît pas avoir subsisté pendant longtemps ; car, dès les années 1555 et 1556, on trouve sur les registres et délibérations du Grand Bureau des Pauvres des commissaires choisis et élus par les Marguilliers des paroisses. . . Rien n'apprend comment le droit d'élection a passé du corps de ville aux Marguilliers des paroisses ; mais cet usage était sans doute très constant dès l'année 1757, puisque le Bureau adressait dès lors des mandements aux Marguilliers des paroisses, pour ces sortes d'élections <sup>1</sup>. »

Les commissaires des pauvres se recrutent, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, comme ils se recrutaient à la fin du XVII<sup>e</sup>. Chaque année, avant Noël, le greffier du Grand Bureau invite, par un mandement qui doit être lu au prône, le curé, les marguilliers de chaque paroisse « à s'assembler avec Messieurs les Commissaires anciens et autres anciens notables paroissiens pour faire élection d'un nouveau Commissaire des pauvres <sup>2</sup>. » « Le Commissaire sortant de charge aura soin de retirer l'acte de nomination, l'apporter ou envoyer au greffe du Grand Bureau, prendra la peine de se transporter au logis de celui qui sera nommé pour Commissaire, le priera de venir avec lui au Bureau des pauvres, au premier jour qu'il se tiendra, pour y prêter le serment ordinaire et accoutumé <sup>3</sup>. » Ainsi, au début de l'année, cérémonie d'investiture, à laquelle assiste le Procureur Général. L'huissier du Grand Bureau appelle les diverses paroisses à tour de rôle, mais comme, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la hiérarchie est chose sacrée, et que l'étiquette est affaire d'État, il se produit quelques incidents. « Le Com-

---

1. Mémoire sur la taxe des pauvres, J. de F., 1280, f° 103-104.

2. Mémoire sur le Grand Bureau, J. de F., 1273, f° 3 r°.

3. Règlement des Commissaires, art. 2, J. de F., 1238, f° 3 v.

missaire de la paroisse, qui se prétend lésée, attend qu'on appelle la paroisse qu'on lui préfère mal à propos, et alors il proteste. Le Procureur Général lui donne acte de sa protestation : c'est un petit épisode assez inutile, mais qui ne fait pas perdre beaucoup de temps <sup>1</sup>. » Le Procureur général pose successivement aux nouveaux élus la question sacramentelle : « Vous jurez et promettez de bien, fidèlement et charitablement exercer la charge de Commissaire des Pauvres ? » Les interpellés répondent « oui » <sup>2</sup> : dès lors, ils sont, pour un an, commissaires : ils entrent en fonctions.

Ces fonctions sont lourdes : les commissaires doivent se rendre deux fois par semaine, le lundi et le jeudi, aux assemblées du Bureau : de plus, ils doivent pendant un mois aller tous les jeudis matin à l'hôpital des Petites Maisons, afin de procéder à la distribution des aumônes. Dans leur paroisse même, leur tâche est absorbante : ils doivent s'informer si les pauvres qui sollicitent leur inscription remplissent les qualités requises, et l'enquête doit être soigneusement faite : elle ne consiste pas seulement dans l'interrogatoire des intéressés eux-mêmes, mais aussi celui des voisins <sup>3</sup>. Le commissaire doit en outre présider, le samedi, à la paye des pauvres <sup>4</sup>, instruire les demandes d'admission à l'hospice des Petits Maisons, à celui de la Trinité <sup>5</sup>. Quand a lieu une assemblée de réforme, non seulement il doit y assister, et présenter ses administrés aux délégués du Procureur Général, mais il doit encore faire avertir les pauvres, les anciens commissaires, et confectionner « trois rôles au nom et surnom des dits pauvres ». » Il doit se transporter, tous les mois, chez les notaires de sa circonscription, afin de savoir s'ils n'ont pas reçu de testaments contenant des legs charitables <sup>6</sup>.

1. Mémoire sur le Grand Bureau, J. de F., 1280, f° 5 v°.

2. *Id.*, *ibid.*

3. Règlement des Commissaires, J. de F., 1273, art. XXIII, f° 24 v°.

4. *Ibid.*, art. XXV, f° 25 r°.

5. *Ibid.*, art. XXIV, *ibid.*

6. *Ibid.*, f° 2, 3, 10, 114 v° et 115 r°.

7. *Ibid.*, art. XLII, f° 28 r°.

Il a mission d'organiser des quêtes dans l'église et la paroisse, de placer des trones. Il est chargé enfin — et c'est la partie la plus lourde de sa tâche — de recouvrer une taxe, que l'Etat a autorisé le Grand Bureau à lever, la Taxe des pauvres, et il est responsable des non-valeurs <sup>1</sup>.

On comprend dès lors que l'honneur d'être commissaire des pauvres ait été peu prisé. Il le fut si peu, que le Grand Bureau recruta son personnel avec une grande difficulté, et que le Parlement dut à plusieurs reprises sévir contre les élus récalcitrants. Le 15 mars 1709, la Cour condamne ceux-ci à payer une amende de 500 livres, et à recevoir garnison, tant qu'ils ne seront pas revenus sur leur refus <sup>2</sup>; le 19 mars 1728, elle décide que nul ne pourra remplir la charge fort enviée de marguillier comptable, s'il n'a rempli au préalable les fonctions de commissaire des pauvres <sup>3</sup>. Mais il semble bien que ces sévérités demeurèrent vaines. Dans les volumes que nous avons dépouillés, subsistent les traces les plus nettes du mauvais vouloir des habitants. Les auteurs des Mémoires se plaignent constamment de la répugnance que les bourgeois aisés manifestent pour cette dignité, et ce ne sont point là des plaintes sans motifs.

Nous voyons que le Parlement est obligé d'intervenir à plusieurs reprises, qu'il casse notamment les élections faites dans la paroisse St-Landry, où avaient été nommés des sujets incapables de remplir leurs fonctions <sup>4</sup>; tous ceux qui ont un privilège prétendent que les suffrages des marguilliers ne peuvent s'égarer sur eux <sup>5</sup>. Enfin voici deux témoignages plus décisifs encore. Le 10 septembre 1751, comparait devant le Grand Bureau « Alexandre Houllier, marchand épicier, lequel, en vertu de l'arrêt de la Cour de Parlement du 2 sep-

---

1. Cf. chap. IV.

2. Règlement des Commissaires, art. III. J. de F., 1238, f° 3 v°; 1273, f°s 173-174; 1280, f° 43 r°.

3. J. de F., 1273, f°s 65-66.

4. *Ibid.*, f°s 125-126.

5. J. de F., 1273, f°s 64-65.

tembre dernier, avait été assigné à comparaître ce jourd'hui en l'assemblée des Commissaires du Grand Bureau, indiquée en l'hôtel de Mgr le Procureur Général, pour y accepter la charge de Commissaire des pauvres de la paroisse St-Landry et annexes, à laquelle il a été élu en la manière accoutumée. *le 25 décembre 1750*, lequel a fait serment de bien et charitablement exercer les fonctions de ladite charge....<sup>1</sup> » Ainsi Houllier avait refusé pendant 9 mois de remplir le mandat qu'il avait reçu. Le fait nous explique que dans la paroisse St-Merry, à la fin de l'Ancien Régime, les curé et marguilliers aient rédigé et adressé au Procureur Général le mémoire qu'on va lire<sup>2</sup>.

### *Mémoire*

Depuis longtemps MMrs les Commissaires des Pauvres et MMrs les Curé et Marguilliers de la paroisse St-Merry, ont successivement fait à M. le Procureur Général et à MMrs les Commissaires du Grand Bureau des Pauvres, les représentations les plus sérieuses et les plus instantes, sur le peu de proportion qui se trouvait entre la somme à laquelle était imposée la paroisse pour la taxe des pauvres, suivant le rôle qui se délivrait chaque année, et la somme qu'il était possible de percevoir suivant le nombre et la qualité des habitants de la paroisse, dont une partie est pauvre et hors d'état de payer l'imposition, et que, d'ailleurs, le commissaire des pauvres n'avait ni titres, ni moyen de contraindre ceux qui seraient dans le cas de payer, parce que, d'une part, le rôle n'est pas exécutoire, et que, d'autre part, il ne contient que des noms imaginaires, dont souvent on ne peut pas trouver un seul demeurant sur la paroisse, en sorte que le commissaire des pauvres souffre toujours une perte de près de moitié de l'imposition, d'où il résulte que les curé et marguilliers éprouvent toutes sortes de peines et d'embarras lorsqu'il est question de nommer un commissaire des pauvres, personne ne voulant remplir la charge et tous ceux à qui on la propose objectant avec

1. Extrait des délibérations du Bureau, J. de F., 1273, f° 84 r°.

2. J. de F., 1303, f° 62-63.

raison, l'injustice notoire qu'occasionne la responsabilité de la collecte. Cette année, en particulier, la Compagnie n'a essuyé que des refus de toutes parts. C'était le tour des procureurs au Parlement d'être nommés ; aucun de ceux demeurant sur la paroisse n'a voulu écouter les propositions qui lui ont été faites. Il a fallu avoir recours aux autres corporations ; mais les députés de la Compagnie n'y ont pas été reçus plus favorablement ; partout on s'est récrié sur ce que les temps ne permettaient pas de supporter une charge aussi injuste et aussi illégale, et la Compagnie, fatiguée de tant de démarches inutiles, aurait été dans le cas de supplier Messieurs les Commissaires du Grand Bureau de vouloir bien retirer le mandement qu'ils lui avaient adressé, sans le patriotisme de M. Gallien, marchand du corps de la draperie-mercerie, qui a bien voulu se prêter d'après les représentations qui lui ont été faites que le changement de rôle était une demande juste, et qu'il pouvait tout espérer tant de la justice de M. le Procureur Général et de MMrs les Commissaires du Grand Bureau des pauvres, que des représentations qui leur seront faites à cet égard, tant par M. Gallien lui-même que par les Curé et Marguilliers.

M. Gallien se présente donc pour prêter serment, mais à la charge et sous la condition qu'il sera fait un nouveau rôle, dans lequel seront inscrits tous les habitants qui sont dans le cas de payer leur contribution, et que ce rôle soit tellement exécutoire que chaque habitant puisse être contraint de payer la somme à laquelle il sera imposé, et le Commissaire des pauvres ne sera garant et responsable que de ce qu'il aura réellement touché conformément à ce qui se pratique pour la collecte des tailles, et des autres impôts. Le collecteur donne son temps et sa peine. Mais lorsqu'on a fait les poursuites convenables, il n'est nullement garant de l'insolvabilité des contribuables parce qu'effectivement il y a de l'inhumanité qu'un citoyen qui peut être très honnête sans être toujours avantagé de la fortune paye 8 à 900 fr. de ses propres deniers et dont il a souvent besoin pour sa propre famille.

Inutilement objecterait-on que la chose est passée en usage et que c'est depuis de longues années que le commissaire des pauvres est responsable du montant du rôle imprimé qu'on lui remet. Mais quand l'usage est abusif, il faut de toute nécessité

le réformer, et on ne prescrit jamais contre l'injustice et les abus. De tout temps les paroissiens de St-Merry ont réclamé contre cet usage. Ils ont porté à M. le Procureur Général les plaintes de la paroisse entière. Ce magistrat était trop éclairé pour n'en pas sentir toute la force, mais il a toujours répondu que les circonstances ne permettaient pas de changer l'usage. Aujourd'hui que tous les citoyens sont tellement fatigués et rebutés d'une surcharge aussi pénible, que les prières et les invitations multipliées des marguilliers ne font plus aucune impression sur les esprits, en sorte qu'ils sont refusés partout où ils se présentent ; il faut de toute nécessité que l'abus soit réformé, ou que la Compagnie des Marguilliers soit déchargée du choix et présentation du Commissaire des pauvres, et après tout quelle est donc la difficulté de faire un nouveau rôle où chaque citoyen sera inscrit pour la somme qu'il doit payer ? Les officiers de la Chambre des Comptes et bien d'autres prétendent être exempts de l'imposition ; un grand nombre d'habitants se défend de contribuer à cause de sa pauvreté. Il faut examiner le droit des uns et l'exemption nécessitée des autres, attendu leur impuissance, forcer de payer ceux qui ont recours à une exemption mal fondée, décharger ceux à qui la pauvreté et la misère ne permettent pas de payer, en un mot former un rôle dans lequel chacun sera porté pour ce qu'il doit légitimement payer.

Il est juste que chaque citoyen soit chargé de faire tour à tour la collecte de l'imposition pour les pauvres ; il est juste que tous les citoyens qui sont en état de payer soient compris dans ce rôle, et que ce rôle soit exécutoire contre eux ; mais ce qui n'est pas juste, c'est qu'un grand nombre d'habitants puisse se dispenser de payer au détriment de celui qui est chargé de faire la collecte, de sorte qu'indépendamment de sa peine et de ses démarches, qu'il fait gratuitement, il soit obligé de supporter encore et personnellement une perte aussi considérable que celle qu'il éprouve sur la paroisse de St-Merry.

On a donc toutes sortes de raisons de conclure à ce qu'il soit dressé un autre rôle contenant les noms et demeures de tous les habitants qui doivent payer l'imposition et le montant à la taxe de chacun d'eux, que ce rôle soit exécutoire, et que le Commissaire des pauvres, après avoir rempli ce qu'exige son ministère

et les fonctions de sa place ne soit pas responsable de ce qu'il n'aura pas été en son pouvoir de recouvrer.

Pour MMrs les Curé et Marguilliers  
de la paroisse St-Merry et par  
délibération de la C<sup>ie</sup>.

MAUPAS.

Secrétaire perpétuel de la Compagnie.

Les commissaires des pauvres sont aidés dans leur tâche par un certain nombre de subalternes : dans quelques paroisses, on trouve à côté d'eux, un *distributeur*<sup>1</sup>, élu comme eux, qui reste d'ordinaire en fonctions pendant plusieurs années, et dont le rôle essentiel consiste à distribuer aux pauvres les secours hebdomadaires. Chaque commissaire a, en outre, sous ses ordres, un agent permanent, rétribué par le Bureau, le *verger*. Le verger, qui doit toujours « être majeur, catholique, affectionné au soin des pauvres, et savoir lire et écrire<sup>2</sup> », a pour mission de « s'occuper du détail, et de veiller à la discipline des pauvres. » Il tient registre des pauvres inscrits à l'aumône, assiste à la paye afin de relever le nom des absents, se rend le jour même au domicile de ceux qui n'ont pas paru, fait transporter les malades à l'Hôtel-Dieu ou dans un autre hôpital s'ils n'ont pas de quoi « se solliciter<sup>3</sup> » dans leur chambre, les visite, s'occupe de l'inhumation des morts. Ils sont payés par semaine comme les pauvres, et ne peuvent être porteurs d'aucune somme (ce qui indique une confiance minime en leur probité). C'est le commissaire qui remet lui-même ou envoie « par des personnes sûres de sa connaissance » les secours échus aux malades qui peuvent se soigner chez eux : les autres, étant hébergés à l'hôpital, n'ont plus besoin d'argent<sup>4</sup>.

1. J. de F., 1280, f° 5 r°. Cette fonction n'est donnée qu'aux artisans, car elle n'a pas paru « convenable pour les bourgeois. »

2. Règlement des Commissaires, J. de F., 1238, art. XXVIII, f° 9.

3. J. de F., 1273, art. XXXII, f° 27 v°.

4. J. de F., 1273, art. XXXVI, f° 27 v°.

Enfin le Grand Bureau a 4 huissiers et 1 greffier-receveur à son service. Les huissiers ont pour fonction essentielle d'introduire au Grand Bureau, les jours d'assemblée, soit les commissaires, soit les quémandeurs<sup>1</sup> ; ils touchent de ce chef 24 francs par semaine<sup>2</sup> ; ils se rendent aux Petites Maisons les jours de paye, ce qui leur rapporte 156 livres : ils vendent pour le compte du Grand Bureau les effets et les meubles des pauvres décédés, et touchent 20 sous, lorsque le montant des enchères a dépassé 6 livres<sup>3</sup>. Leur traitement au milieu du siècle s'élève à 493 livres pour le doyen, 480 pour le deuxième, 470 pour le troisième, 422 pour le plus jeune. Les huissiers le considèrent comme insuffisant et demandent qu'il soit porté à 800 livres : nous ignorons s'il leur fut donné satisfaction<sup>4</sup>.

Le receveur, qui est en même temps greffier, est chargé de rédiger le procès-verbal des assemblées du Grand Bureau, de garder les archives, de délivrer aux commissaires copie des rôles des taxes qu'ils doivent recouvrer ; il doit en même temps encaisser les revenus, acquitter la dépense, tenir la comptabilité. Jadis les fonctions de greffier et de receveur étaient distinctes et exercées gratuitement pendant un an par des titulaires élus. Cet état de choses n'a pas duré longtemps. Dès la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, les deux offices étaient réunis et confiés à un agent salarié. Le salaire fut d'abord faible ; en 1698, le receveur Duval touchait 2.200 livres. Son successeur, Regnard, trouva le chiffre insuffisant et s'employa à l'augmenter. Au dire des administrateurs, il n'y aurait que trop bien réussi ; grâce à des gratifications de Bureau, grâce aussi à des procédés moins légitimes, il aurait doublé le produit de sa charge. Au milieu du siècle, si le Bureau est pauvre, le receveur est riche ; aussi s'inquiète-t-il moins des affaires de la communauté. Ses comptes, nous le verrons, sont mal tenus ; ils ne sont plus annuels ; certaines recettes

---

1. J. de F., 1273, art. XXII, f° 22 v°.

2. J. de F., 1273, f° 67.

3. J. de F., 1273, art. XXXV, f° 10 v°.

4. J. de F., 1273, f°s 91-92.

restent en souffrance : rien ne trahit l'activité du subordonné, le contrôle vigilant des supérieurs.

Tel est le fonctionnement du Grand Bureau des Pauvres. On en connaît les particularités et les imperfections. L'institution n'est pas riche, son action est donc restreinte; elle s'exerce en faveur de ceux qui sont non pas les plus, mais les moins pauvres; elle est dirigée par des préoccupations confessionnelles et sociales extrêmement curieuses; nous allons retrouver les unes et les autres, en étudiant l'hospice des Petites Maisons et celui de la Trinité.

---

## CHAPITRE II

---

### LES PETITES MAISONS

L'hospice des Petites Maisons, construit sur l'emplacement de la maladrerie Saint-Germain <sup>1</sup>, est une dépendance du Grand Bureau. Il est soumis à l'autorité du Procureur Général, qui délègue le soin de l'administrer à dix anciens commissaires des pauvres <sup>2</sup>, mais retient le droit de nommer et de révoquer le personnel subalterne : concierge, médecin, chirurgien, chapelains, sœurs <sup>3</sup>, etc.; et, dès qu'il se produit le moindre incident, c'est à lui que l'on doit recourir. Le greffier, le receveur, les huissiers des Petites Maisons sont ceux du Grand Bureau; enfin, nous le verrons bientôt, les assistés de celui-ci sont les seuls pauvres admis aux Petites Maisons. Ainsi les deux organismes, tout en étant distincts, en poursuivant une fin différente et en jouissant d'une certaine autonomie, sont étroitement solidaires <sup>4</sup>.

I. L'hospice contient quatre départements : 1<sup>o</sup> celui des vieillards; 2<sup>o</sup> celui des insensés; 3<sup>o</sup> celui de la maladrerie ou des maladies vénériennes; 4<sup>o</sup> celui de la teignerie. Ce dernier, installé dans une petite maison attenante à l'hôpital, mais jouissant d'une entrée distincte, ne mérite pas de nous retenir

---

1. Jaillot, *op. cit.*, t. V, quartier du Luxembourg, 85.

2. Mémoire sur le Grand Bureau, J. de F., 1273, f<sup>o</sup> 62 et sq.

3. Cf. notamment, pour les chapelains, une série de demandes et de lettres de recommandation dans J. de F., 1302, f<sup>os</sup> 87-245; pour la place d'« économe portier », *ibid.*, f<sup>os</sup> 249-251.

4. Mémoire sur le Grand Bureau, J. de F., f<sup>o</sup> 61 et sq. Cf. Jaillot, *op. cit.*, t. V, quartier du Luxembourg, 85.

longtemps. Il suffira de dire que les teigneux étaient confiés aux soins d'un empirique, « un homme qui a un secret admirable et infaillible, qui se perpétue depuis très longtemps dans sa famille sans en avoir jamais communiqué le secret à personne <sup>1</sup>. » Ils étaient reçus gratuitement.

II. Le traitement des maladies vénériennes constituait une spécialité de l'hospice. Jadis on enfermait les individus contaminés <sup>2</sup> : peut-être les Petites Maisons avaient-elles figuré au nombre des lieux de détention : toujours est-il qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, elles constituent une véritable clinique pour ce genre d'affections. Elles reçoivent des militaires à tarif réduit, et des bourgeois à plein tarif. Les maisons du Grand Bureau avaient été exemptées du logement des gardes françaises : en retour, l'hospice des Petites Maisons soignait avec une forte réduction de prix les soldats des gardes françaises ou des gardes suisses, atteints de maladies vénériennes : les premiers payaient 12, les seconds 15 livres en échange du « vin d'Alicante, de la chandelle, du sirop de capillaire et des petits ustensiles <sup>3</sup> », que le médecin leur fournissait. Aussi des soldats appartenant à d'autres corps, des domestiques cherchaient-ils parfois à se procurer à prix d'argent, de faux papiers, et à bénéficier ainsi du tarif réduit. La supercherie irritait d'autant plus l'administration que le nombre des gardes à admettre chaque semaine était sévèrement fixé à 2 : l'hôpital gardait le plus atteint de chaque régiment et ajournait les autres à huitaine <sup>4</sup>. Ainsi des postulants, qui avaient droit d'entrer, se trouvaient renvoyés au profit d'autres, qui n'avaient point de titre à être reçus.

Les autres malades devaient payer un prix de pension assez élevé, « selon leurs facultés <sup>5</sup> », et, en outre, verser aux

1. Idée générale et abrégée du Grand Bureau (1717), J. de F., 1273, f<sup>o</sup> 128 v<sup>o</sup>.

2. *Ibid.*.

3. Règlement pour les appointements du chirurgien (1<sup>er</sup> septembre 1761), J. de F., 1302, f<sup>os</sup> 27-28.

4. J. de F., 1238, p. 26.

5. Idée générale et abrégée du Grand Bureau (1717), J. de F., 1273, f<sup>o</sup> 132.

infirmiers une gratification de 15 livres. Le nombre de ces pensionnaires à plein tarif diminue sensiblement vers le milieu du siècle. « Le traitement des maladies vénériennes, écrit vers 1760 le médecin Paignon, est depuis longtemps une partie essentielle pour l'hôpital des Petites Maisons. Le produit de ces maladies a éprouvé depuis 15 ans beaucoup de vicissitudes ; il y a eu des années où la maison, déduction faite de toutes les dépenses, a eu du bon : d'autres fois, la recette et la dépense ont été à peu près égales ; il y en a eu beaucoup aussi, où la dépense a excédé la recette. Depuis 3 ou 4 ans, on a traité peu de malades. . . Le sieur Paignon voit avec douleur que la maladrerie devient à charge à l'hôpital <sup>1</sup>. » Et peut-être ne faut-il pas s'étonner de la décadence de l'institution, si l'on songe aux mauvaises conditions hygiéniques dans lesquelles elle se trouvait. La paroisse Saint-Sulpice, obérée, avait dû vendre son cimetière en 1684 ; il fallait de toute nécessité qu'elle trouvât sans retard un autre terrain, et elle ne pouvait en acheter à deniers comptants. Les administrateurs du Grand Bureau lui cédèrent à bail pour un loyer minime une grande pièce de terre qu'ils n'utilisaient point. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la paroisse Saint-Sulpice est riche, et le Grand Bureau réclame son bien, sans obtenir satisfaction. La maladrerie prend jour d'un côté sur ce cimetière, et de l'autre, sur celui des Petites Maisons. Mal construite, elle souffre beaucoup, au dire du médecin, de ce voisinage.

« La maladrerie des Petites Maisons est un petit bâtiment eu égard à la quantité de malades qui l'occupent. Les chambres sont petites et les planchers fort bas. Il est d'une conséquence infinie (à cause du traitement par le mercure) que l'air extérieur de cette maison soit pur, ce qui ne saurait être, à cause de deux cimetières qui l'entourent : celui de Saint-Sulpice, situé au midi, et celui de l'hôpital des Petites Maisons, situé au nord... Cela va au point que, dès qu'il fait

---

1. Lettre du médecin (sans date), J. de F., 1302, f<sup>o</sup> 23.

les plus petites chaleurs, on ne peut y conserver le bouillon des malades qu'en le portant à la cave dès qu'il est fait. Il est arrivé plusieurs fois que, l'ayant sorti de la cave pour le distribuer aux malades, ce qui se trouvait dans la cuisine un quart d'heure se trouvait corrompu. Pendant toutes les chaleurs, on ne peut mettre la marmite qu'à cinq heures et demie ou six heures du matin, qui est l'heure que le boucher porte la viande, n'étant pas possible de la garder du soir au matin, qu'elle ne soit corrompue <sup>1</sup>. » Et le médecin ajoute que tous les infirmiers sont malades, et que sa femme est morte par suite des miasmes que l'on respire à cet endroit.

III. Les Petites Maisons sont en même temps un asile d'aliénés. Elles abritent les fous qui sont enfermés par lettres de cachet, ceux dont la famille demande l'internement <sup>2</sup>. Aucun document officiel ne nous permet d'évaluer, même approximativement, le chiffre des aliénés détenus aux Petites Maisons. D'après un mémoire cité plus bas, ce chiffre aurait varié entre 60 et 70 <sup>3</sup>. Nous pouvons seulement nous rendre compte de ce qu'était, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, la procédure d'internement. La lettre de cachet dispensait, naturellement, d'autre formalité : et l'individu qu'elle concernait était reçu d'office. Pour les autres, il fallait d'abord une demande des parents. Le Procureur Général faisait visiter le malade par le médecin et deux administrateurs de l'hospice, et prononçait sur le vu de leurs rapports <sup>4</sup>. Les Petites Maisons n'accueillaient en général que des aliénés de condition assez relevée. Si le Trésor royal payait 300 livres pour ceux que le Roi avait enjoint d'enfermer, on réclamait la même somme des familles qui sollicitaient l'internement d'un de leurs membres. Les réductions de prix étaient extrêmement rares. Un

1. Mémoire du médecin, J. de F., 1238, f<sup>os</sup> 45-46.

2. Idée générale et abrégée du Grand Bureau (1717). J. de F., 1273, f<sup>o</sup> 128 r<sup>o</sup>.

3. J. de F., 1302, f<sup>o</sup> 62 et sq.

4. Voir Ordres de visite et d'admission, J. de F., 1303, f<sup>o</sup> 31, 33, 34.

nommé Broquin, qui offrait de verser une première mise de fonds de 500 livres et une annuité de 60 livres, n'obtint pas satisfaction <sup>1</sup>.

Le concierge remplissait les fonctions de directeur: il était aidé par un certain nombre de sœurs de la Charité, et par un garçon: celui-ci était chargé de nettoyer les loges des insensés, de changer la paille de temps en temps <sup>2</sup>: il leur donnait à manger le matin, de 9 à 10 heures, le soir à 4 heures et demie. Les sœurs étaient chargées de surveiller les cours, de préparer la cuisine, de diriger l'infirmerie: nous les retrouverons tout à l'heure.

IV. A côté des malheureux fous vivent, dans l'enclos des Petites Maisons, des vieillards indigents. Ces vieillards sont d'anciens assistés du Grand Bureau, qui ont été admis à l'hospice par mandement du Procureur Général, après avis des commissions paroissiales de réformation. Pour être reçu aux Petites Maisons, il faut, selon le règlement de 1737, être âgé de 70 ans révolus ou atteint d'infirmités assez graves pour ne plus être en mesure de gagner sa vie <sup>3</sup>. Toutefois, l'hospice n'est pas un hôpital. Les pauvres y sont logés, mais ils doivent pourvoir eux-mêmes à leurs besoins, « étant dans ledit hôpital comme en leur ménage, et n'ayant personne pour les servir, ou leur procurer leurs vivres, dont ils sont obligés de se pourvoir eux-mêmes <sup>4</sup> ». Il faut donc qu'ils soient encore valides: ni les impotents, ni les aveugles ne rentrent dans la clientèle

1. Les pièces relatives à cette affaire se trouvent dans J. de F., f<sup>o</sup>s 82-86. L'on n'acceptait même pas d'engagements collectifs, à cause de la difficulté des recouvrements. Les administrateurs sont autorisés, par de nombreux arrêts du Parlement, à se saisir des meubles et biens appartenant à leurs pensionnaires, dont ils sont les tuteurs légaux, et à faire toucher la rente alimentaire qui est due à l'hôpital chez les parents, ayants-droit et héritiers des aliénés. J. de F., 1273, f<sup>o</sup>s 139-147.

2. Pièces relatives à l'augmentation du nombre des sœurs, J. de F., 1238, f<sup>o</sup>s 179-181.

3. Règlements des fonctions de commissaire, art. XLV, J. de F., 1238, f<sup>o</sup> 12 v<sup>o</sup>.

4. Mémoire concernant les réformes du Grand Bureau, J. de F., 1273, f<sup>o</sup> 4 r<sup>o</sup>.

des Petites Maisons. Les personnes mariées ne sont reçues « ni seules, ni ensemble <sup>1</sup> » : deux individus appartenant à la même famille ne peuvent figurer parmi les pensionnaires de l'asile : l'admission d'un pauvre équivaut à l'exclusion des siens.

Mais il ne suffit pas de satisfaire à ces conditions de santé, ou d'état, pour avoir chance d'entrer aux Petites Maisons : celles-ci deviennent de plus en plus un asile à l'usage exclusif des bourgeois parisiens. Déjà d'Aguesseau réservait les places vacantes aux « maîtres, ou veuves, ou filles de maître, préférant encore les marchands... ou d'autre condition plus élevée <sup>2</sup>. » Sa conception de la charité a été consacrée par le règlement de 1717. Désormais, les commissaires doivent préférer dans le choix « les maîtres, ou marchands, leurs veuves, ou leurs filles, ou bien ceux ou celles qui seront de condition au-dessus. » C'est seulement quand le nombre des maîtres sera insuffisant qu'ils pourront présenter des compagnons. Il leur est expressément recommandé de « ne choisir aucune personne sans qualité comme gagne-deniers, cochers et domestiques, lesquels peuvent se retirer à l'Hôpital Général, celui des Petites Maisons étant destiné pour gens d'une autre qualité, et pour ceux qui, dans leur état et dans leur temps, ont contribué à l'aumône du Grand Bureau <sup>3</sup>. » Ainsi se précise et s'accuse, à propos de l'hôpital des Petites Maisons, cette doctrine charitable étroite et inique que nous avons déjà eu l'occasion de signaler, en étudiant l'action du Grand Bureau, doctrine en vertu de laquelle ceux qui ont été assez riches pour donner généreusement doivent, au jour de la détresse, recevoir la compensation de leurs sacrifices, et être préférés à ceux qui, toujours, sont demeurés misérables.

Le soin de rechercher dans les paroisses les candidats qui satisfont à toutes ces conditions ressort aux commissions de réformation ou de réforme. Avant 1690, ces « assemblées....

---

1. Mémoire cité, J. de F., 1273, f° 4 v.

2. Idée abrégée et générale du Grand Bureau (1717), J. de F., 1273, f° 127.

3. *Ibid.*

se tenaient régulièrement tous les ans, et elles étaient une députation générale, c'est-à-dire que le Grand Bureau tout entier, savoir M. le Président et tous les anciens commissaires des pauvres.... étaient députés avec le greffier, et se transportaient un jour de choix, sur chacune paroisse, une après l'autre, pour y tenir leur assemblée, et faire paraître devant eux tous les pauvres de l'aumône de ladite paroisse. Ils les examinaient et les interrogeaient chacun en particulier, et se faisaient rendre compte, tant par M. le commissaire en exercice que par MM. les anciens commissaires des pauvres de ladite paroisse, qui tous étaient invités à se trouver à l'Assemblée de la réforme, de l'état et situation et de la conduite de chacun pauvre en particulier.

.... Après l'année 1690, ces assemblées furent interrompues dans la crainte qu'elles ne fussent plutôt une occasion de murmure, de plaintes, et de mécontentement, qu'un avantage et une satisfaction pour les pauvres. Et quand il était besoin de faire des rôles pour l'hôpital des Petites Maisons et celui de la Trinité, Mgr le Procureur général choisissait deux jours d'assemblées et mandait aux commissaires des pauvres en exercice de chaque paroisse, de lui amener chacun un certain nombre de pauvres de la qualité qui lui était indiquée, et en choisissait d'entre eux pour faire les rôles.

En 1701, Mgr le Procureur Général (d'Aguesseau) ayant jugé que les assemblées de réforme étaient nécessaires, et désirant éviter les inconvénients qui les avaient fait disparaître, il en rétablit seulement de particulières, telles qu'elles se sont continuées et se font encore aujourd'hui, c'est-à-dire que M. le Président du Bureau et 6, ou 7, ou 8 ou plus anciens commissaires des pauvres.... sont députés avec le greffier en chacune paroisse pour y faire les mêmes fonctions et opérations marquées ci-dessus, dont le greffier doit dresser état et procès-verbal..... Après que les députations ont achevé les assemblées de chaque paroisse, Mgr le Procureur Général donne 2 jours de grande assemblée, la première dans l'hôpital du Saint-Esprit, et la deuxième dans l'église de l'hôpital des

Petites Maisons. Dans la première, sont mandés les pauvres qui ont été choisis par les assemblées particulières, comme bons sujets pour les hôpitaux des Petites Maisons et de la Trinité, en chacune des paroisses situées au septentrion de la rivière de Seine, dans la seconde ceux des paroisses situées au sud de ladite rivière. Ces pauvres sont présentés à Mgr le Procureur Général l'un après l'autre par les commissaires en exercice de chaque paroisse, il fait choix de ceux qu'il juge à propos<sup>1</sup>. »

Les pauvres, une fois inscrits, passent en règle générale à leur tour d'inscription, et ce tour n'arrivait pas vite. Le chiffre des pensionnaires, qui s'élevait à 400, avait été réduit en 1690 à 330 ; mais il semble qu'il ait repris vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle son niveau primitif<sup>2</sup>. En 1716, un rôle avait été dressé qui comprenait 134 indigents : un an après, 114 attendaient encore<sup>3</sup>. A plusieurs reprises, le Procureur Général est obligé de répondre à des solliciteurs puissants qu'il ne peut donner suite à leurs demandes, que le nombre des places annuellement vacantes aux Petites Maisons est des plus réduits, et que les rôles s'épuisent avec une lenteur extrême<sup>4</sup>. Ceux-là seuls entrent de suite qui sont les moins misérables, qui conservent un reste de fortune. En effet, depuis que le Grand Bureau a décidé d'octroyer des rentes viagères aux veuves des fonctionnaires des Petites Maisons, l'usage a prévalu de subvenir à cette charge nouvelle en acceptant des pensionnaires qui payent annuellement 5 ou 600 livres. De plus, le vieillard qui verse à la caisse de l'hospice est admis immédiatement au *Préau*, c'est-à-dire à l'hospice proprement dit, celui qui débourse 2.400 livres à l'infirmerie<sup>5</sup>. La charité publique s'avoue impuissante à soulager la détresse de ceux qui n'ont rien ; elle consacre ses ressources à adoucir

1. Mémoire sur les réformes du Grand Bureau, J. de F., 1273, f<sup>os</sup> 2-3.

2. Jaillot, *op. cit.*, t. V, quartier du Luxembourg, 85 ; J. de F., 1280, f<sup>o</sup> 56 v<sup>o</sup>.

3. Idée générale et abrégée du Grand Bureau (1717), J. de F., 1273, f<sup>o</sup> 127.

4. Voir les lettres dans J. de F., 1238, f<sup>os</sup> 30-32.

5. Extrait des règlements, J. de F., 1238, f<sup>os</sup> 163 ; 1280, f<sup>o</sup> 56 v<sup>o</sup>.

la vieillesse de ceux qui ont possédé jadis, ou qui possèdent encore quelque menue fortune.

Une fois admis, le pauvre se transporte avec ses meubles, ses hardes dans l'hôpital. S'il n'a point d'effets mobiliers, il ne peut être reçu. Il s'installe, soit dans les salles communes, soit, s'il dispose d'une somme de 100 livres, dans une chambre particulière<sup>1</sup>. Chaque jour, il sort pour se procurer sa nourriture : l'administration le fournit seulement de sel et de bois. Chaque semaine, il reçoit une allocation fixe de 30 sous 6 deniers, que des fondations diverses portent à 35 sous, soit 5 sous par jour<sup>2</sup>. L'argent valait plus au XVIII<sup>e</sup> siècle qu'il ne vaut aujourd'hui : il est toutefois fort douteux que les pensionnaires des Petites Maisons aient pu vivre grassement de la munificence publique.

Le pauvre, entré à l'hospice, n'est plus complètement libre de ses mouvements. Avant son installation, il a dû jurer d'obéir aux règlements de la maison, et ces règlements sont assez sévères. Les vieillards sont tenus d'assister à toutes les messes paroissiales, prônes, sermons, etc. Les dimanches et jours de fête, ils ne sortent qu'après la messe. Ils ne peuvent s'absenter, ni découcher sans une permission des administrateurs ; ils doivent éviter de provoquer le moindre scandale, la moindre plainte, sous peine d'être « mis en loge », c'est-à-dire en cellule, ou, en cas de récidive, d'être chassés. La mendicité leur est interdite : l'homme qui a mendié est privé de sa paye, et condamné au carcan : la femme, privée de sortie pendant un mois, ou fouettée<sup>3</sup>. Ainsi les Petites Maisons tiennent de la prison et du couvent : leur régime intérieur atteste des préoccupations confessionnelles que nous avons déjà eu l'occasion de signaler et d'exposer, en étudiant le fonctionnement du Grand Bureau.

#### V. En cas de maladie, les pauvres sont admis à l'infirmerie

1. Extrait des règlements, J. de F., 1238, f° 163 v°.

2. Idée générale et abrégée du Grand Bureau, (1717), J. de F., 1273, f° 127-128.

3. Règlement du 6 avril 1729, J. de F., 1302, f° 5 et sq.

de l'hospice, qui est tenue par les sœurs grises ou sœurs de la Charité. Cette infirmerie, étant commune aux vieillards et aux aliénés, a pris une assez grande extension ; en 1667, elle ne comprenait que 18 lits, 4 d'hommes et 16 de femmes : en 1714 elle comptait 82 lits, en 1741, 114 <sup>1</sup>, et, en 1790, le chiffre des malades qui, vers 1772, n'était plus que de 111, s'éleva à 180 <sup>2</sup>. Pour soigner ces malades, faire leur cuisine, blanchir le linge, surveiller les aliénés, il fallait un personnel considérable. Le Grand Bureau, en 1655, fit appel aux sœurs grises, dont le nombre, primitivement fixé à 6, s'accrut rapidement : en 1724, il était de 18, en 1741, de 22 <sup>3</sup>. Il y avait donc aux Petites Maisons, une véritable communauté de Filles de la Charité, dirigée par une supérieure. Le fait ne mériterait pas d'être signalé, s'il ne s'était produit, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (il est impossible de préciser la date), un conflit assez vif entre les administrateurs laïques, et le personnel ecclésiastique, si les mémoires, qui ont été rédigés à cette occasion, n'offraient le grand intérêt de nous révéler à la fois les sentiments exacts de ces administrateurs, hommes dévôts, tous anciens marguilliers, à l'égard des religieuses, et certains détails du régime intérieur de la maison.

Les administrateurs reprochent d'abord à la supérieure son indépendance et son autoritarisme :

#### ABUS DANS L'HÔPITAL DES PETITES MAISONS

Il s'est glissé dans l'infirmerie des Petites Maisons quelques abus qui blessent le bon ordre de la maison et peuvent intéresser la santé ou même la vie des malades.

La source de ces abus est l'indépendance à laquelle tendent les sœurs qui y sont chargées du soin des malades : les simples sœurs ne reconnaissent que l'autorité de leur supérieure ; la supérieure qui, d'ailleurs, a beaucoup d'excellentes qualités, veut ne dépendre

1. Mémoire des administrateurs, J. de F., 1302, f<sup>o</sup> 63 v<sup>o</sup>.

2. État des lits au 17 juin 1790, J. de F., 1238, f<sup>o</sup> 170.

3. Mémoire des administrateurs, J. de F., 1302, f<sup>o</sup> 63 v<sup>o</sup> ; État des sœurs, J. de F., 1238, f<sup>o</sup> 179 r<sup>o</sup> ; État des lits au 17 juin 1790, J. de F., 1238, f<sup>o</sup> 170.

de personne: d'où il arrive que les malades sont conduits au gré des sœurs, sans consulter le chirurgien, souvent même contre son avis, tant pour le régime et pour les remèdes que pour la nécessité des opérations, et qu'elles saignent et opèrent quelquefois.

Un autre abus, c'est que les sœurs réservent la meilleure partie des hardes des pauvres morts à l'infirmierie; elles doivent cependant, suivant la règle de la maison, être remises en entier à M. l'Administrateur pour être portées au magasin; on dit même qu'elles n'ont pas plus d'exactitude pour l'argent que pour les hardes; mais, à cet égard, il ne paraît pas qu'il y ait lieu de porter un jugement certain.

MM. les Administrateurs ont essayé inutilement de rétablir l'ordre dans l'infirmierie, ils n'ont point pu réduire les sœurs à se conformer aux ordonnances du médecin pour les maladies internes et à celles du chirurgien pour les maladies externes. Outre la confiance en leur propre intelligence, elles ont une extrême prévention contre le chirurgien, et préviennent le malade contre ce qu'il ordonne: et le chirurgien montre quelquefois avec trop de vivacité qu'il s'en aperçoit et qu'il y est sensible.

Ils ont aussi représenté à la sœur supérieure que, suivant les règlements, toutes les hardes des pauvres morts dans la maison devaient être portées au magasin, sauf à elle à représenter à MM. les Administrateurs les besoins que pouvaient avoir quelques malades, l'assurant qu'ils étaient disposés à y pourvoir sur la connaissance qu'ils en auraient; mais elle leur a déclaré qu'elle ne pouvait se déterminer à se conformer à ce qu'ils demandaient d'elle <sup>1</sup>.

Les administrateurs reprochent encore aux sœurs de chercher à accroître leur nombre démesurément, afin de décharger la maison-mère de l'entretien des sujets délicats et de diminuer leur peine.

#### MÉMOIRE DES ADMINISTRATEURS <sup>2</sup>

Il est évident que depuis longtemps les sœurs grises chargées du service des malades et des insensés dans l'hôpital des Petites-

---

1. Mémoire des administrateurs ou d'un substitut, J. d. F., 1302, f<sup>o</sup>s 57 et 58.

2. J. de F., 1302, f<sup>o</sup> 62 et sq.

Maisons augmentent leur nombre sans autre nécessité que l'intérêt de leur grande maison en la déchargeant des sujets qu'elles peuvent introduire de plus dans cet hôpital, ou leur intérêt personnel, en se soulageant d'une partie de l'ouvrage qu'elles doivent faire, et qui se trouve partagé entre un plus grand nombre de sœurs.

Le refus absolu de la supérieure de donner le détail des différentes sœurs qui sont sous ses ordres, de leur âge, du temps qu'elles sont dans la maison, du travail dont elles sont chargées, et de la capacité d'esprit ou de corps qu'elles ont pour le remplir avait fait soupçonner le motif pour lequel elle demande une sœur d'augmentation : mais ce motif est devenu certain par la connaissance qu'on a pris de la proportion dans laquelle les sœurs ont été augmentées, à mesure qu'on a augmenté le nombre des lits depuis l'année 1667. Les insensés n'ayant dû contribuer en rien à l'augmentation des sœurs, parce que, dès 1639, avant qu'il y ait eu des sœurs grises aux Petites-Maisons, il y avait déjà, comme à présent de 60 à 70 insensés.

On ne fera point de réflexion sur l'indécence du refus de la supérieure qui, se regardant sans doute comme indépendante dans la maison, dit nettement à MM. les Administrateurs qu'elle ne rendra point compte d'un détail dont, par état, ils ne devraient jamais cesser d'avoir la connaissance la plus exacte...

Le nombre des sœurs était de 6 en 1667 :

Au mois de janvier 1714, il a monté à 12 ; ....au mois de juillet 1720, à 15 ; au mois de janvier 1724, à 17 ; au mois de janvier 1726, à 18 : au mois d'avril 1729, à 19 ; au mois d'avril 1731, à 20 ; enfin au mois d'avril 1741, à 22.

On voit, par les inventaires faits des effets de l'infirmerie, qu'en 1667 elle contenait seulement 18 lits (4 d'hommes, 14 de femmes) ; en 1692, 43 lits (10 d'hommes, 33 de femmes) : en 1714, 82 lits (14 d'hommes, 68 de femmes) ; et en 1741, suivant un mémoire de la sœur supérieure de ce temps qui demandait une augmentation de 2 sœurs, 114 lits (20 d'hommes, 94 de femmes).

Le mémoire fait remarquer que jusqu'en 1714 :

Les augmentations des sœurs sont en proportion avec celle des lits ; c'a toujours été une sœur de plus pour 10 à 11 malades ;

mais depuis 1714 jusqu'en 1741, on ne voit plus les mêmes proportions ; les lits ne sont augmentés que de 32, ce qui n'aurait demandé que 3 sœurs de plus : et, avant 1741, les sœurs avaient été augmentées de 8 : c'est cinq sœurs de trop. Quoi qu'il y eût 5 sœurs de plus que n'exigeait le nombre des malades, la supérieure demande en 1741 une augmentation de 2 sœurs : pour appuyer sa demande, elle donne un mémoire qui contient le détail du travail de chaque emploi et le nombre des sœurs qui y est employé. Pour lors les supérieures ne s'imaginaient point encore ne devoir au bureau aucun compte de leurs occupations : et sur ce mémoire que l'on a encore, et qui est, dit-on, écrit de la main de la supérieure, elle obtient les 2 sœurs qu'elle demande, qui, jointes aux cinq qui étaient déjà de trop, font sept, dont la maison est surchargée.

Depuis 1774, point d'augmentation à l'infirmerie ; néanmoins la supérieure, qui a bien souvent de son chef fait venir une sœur surnuméraire, et qui en garde une depuis six à sept mois malgré la défense que lui en fit le bureau, l'année dernière, demande encore qu'on lui donne une sœur d'augmentation ; rien ne peut-il mieux prouver que, depuis 1714, les sœurs tendent perpétuellement à se faire dans les Petites-Maisons une communauté de plus en plus nombreuse ?

Bien loin d'accorder une 23<sup>me</sup> sœur, on serait dans le cas de diminuer leur nombre de 22, sinon à 15 pour conserver l'ancienne proportion des sœurs à celui des malades, au moins à 17 ou 18...

Enfin, les administrateurs reprochent aux sœurs leur négligence <sup>1</sup>.

La sœur Camus est une fille de mérite et d'esprit ; elle sait se faire obéir par les sœurs, mais elle ne sait point obéir ; il faudrait qu'elle surveille davantage ; elle distribue le vin dans l'infirmerie à 5 h. 1/2 du matin et y fait les portions aux heures du diner et du souper. Hors de ce temps, à peine y paraît-elle ; il serait nécessaire qu'elle ne cessât pas de parcourir l'infirmerie pendant le lever des malades ; sa présence épargnerait sans doute aux pauvres, surtout aux plus infirmes, qui gâtent leur lit, les duretés qu'ils éprouvent souvent de la part des sœurs....

En général, la cuisine est faite sans soin et, par conséquent,

---

1. Mémoire, J. de F., 1302, f<sup>o</sup> 70-71.

le bouillon destiné aux malades et aux infirmes devrait être beaucoup meilleur. Cet objet demanderait que la supérieure y veillât, et elle ne le fait pas d'ordinaire. Pendant quelques jours de février, par extraordinaire, elle y a donné ses soins, et tout a été mieux accommodé qu'il n'a coutume de l'être. On est dans l'usage de ne donner le rôti aux infirmes que cuit de la veille : c'est apparemment pour leur commodité que les sœurs ont pris cet arrangement; mais il paraît qu'il faudrait le faire cesser et que le rôti, au contraire, doit être mangé sortant de la broche. Il flattera plus le goût usé des vieillards et des infirmes, et la viande froide ou réchauffée étant plus indigeste, leur estomac, qui a besoin de nourriture légère, en sera moins fatigué,....

Malgré la règle constante de la maison et de tous les hôpitaux, que rien n'en sorte qui ne soit visité par le portier, les sœurs ne souffrent pas qu'il examine rien de ce qu'elles font sortir. Cette prétention est un abus qu'il est important de faire cesser, personne ne devant être exempt de cette règle.

La supérieure chercha-t-elle à réfuter tous les reproches des administrateurs? Nous ne le savons pas. Nous n'avons conservé d'elle qu'une lettre, relative au second grief. Elle répondit au Procureur Général qu'elle était prête à communiquer aux commissaires de l'hôpital tous les renseignements sur le fonctionnement des services hospitaliers : mais qu'elle refusait absolument de leur faire connaître le nom, l'âge, la qualité des sœurs qui l'aidaient, pour ces deux raisons que ces détails n'intéressaient point les laïques, et que la maison-mère se réservait le droit d'opérer dans le personnel de l'hôpital les mutations qu'il lui plaisait <sup>1</sup>. Avait-elle tort ou raison? peu importe. Ce qui importait, c'était de signaler l'état d'esprit des administrateurs, et il faut ajouter que, en haut lieu, régnait un état d'esprit analogue. Une lettre, dont l'écriture ressemble à celle de Joly de Fleury, et qui émane certainement ou du Procureur Général lui-même, ou d'un de ses substituts, déclare que les plaintes formulées contre les sœurs sont en général fondées, et qu'il y a lieu de prendre des

---

1. Mémoire, J. de F., 1302, f<sup>vs</sup> 76-79.

mesures pour éviter l'accroissement de leur nombre <sup>1</sup>. A la vérité, aucun document ne permet de supposer que le Grand Bureau ait éprouvé la moindre velléité de substituer des laïques au personnel congréganiste; mais, si l'on réfléchit que le procès dont nous venons de publier les principales pièces n'est pas un incident isolé, ni une exception, qu'en beaucoup d'endroits, la conduite des sœurs a provoqué des réclamations analogues, on conviendra qu'il y a là un mouvement d'opinion intéressant à signaler.

---

1. Mémoire, J. de F., 1302, f<sup>s</sup> 60-61.

## CHAPITRE III

---

### LA TRINITÉ

I. L'hospice de la Trinité est un orphelinat qui peut recevoir 130 enfants : 100 garçons et 30 filles <sup>1</sup>. Dépendance du Grand Bureau, il est placé sous l'autorité du Procureur Général, et, en l'absence de celui-ci, sous celle du procureur du roi. Il est administré par d'anciens commissaires des pauvres : il a, comme les Petites Maisons, pour huissiers, pour receveur, les officiers du Grand Bureau.

Érigé en 1545, il occupe l'emplacement de l'ancien cimetière de l'Hôtel-Dieu <sup>2</sup>, c'est-à-dire un vaste terrain compris entre les rues Greneta et Saint-Denis <sup>3</sup>. Par la porte principale, qui s'ouvre sur la première, en face de la rue Bourg-l'Abbé, on pénètre dans une longue allée d'où partent, à droite, une série de ruelles parallèles, reliées les unes aux autres par des traverses. Toutes ces voies étaient bordées d'échoppes de grandeur égale, en sorte que cette partie de l'enclos ressemblait à un champ de foire. Au fond, l'allée s'élargissait, formait une cour spacieuse, qui communiquait avec la rue Saint-Denis par un étroit passage. Le reste du domaine, c'est-à-dire la partie gauche, était occupé par des bâtiments épars, qui laissaient entre eux des cours et des jar-

---

1. Idée générale et abrégée du Grand Bureau (1717), J. de F., 1273, f° 128 v°.

2. Mémoire sur le Grand Bureau, J. de F., 1280, f° 36 v°.

3. Cette description est faite d'après le plan de 1766, J. de F., 1249, f° 31-32.

dins. On pouvait accéder dans la grande cour par la porte principale, qui s'ouvrait sur l'allée centrale, ou par un second passage, parallèle au premier, qui débouchait également rue Saint-Denis.

Ainsi, la Trinité était divisée en deux parties absolument distinctes. Cette division est fondamentale; on la retrouve dans le programme des études, dans le régime des enfants: elle découle de l'objet même en vue duquel a été créé l'hospice. Les orphelins qui y sont admis ne doivent pas seulement y être nourris, mais y apprendre un métier; pendant les premières années, ils vivent dans l'enclos de gauche, reçoivent une instruction principalement religieuse, et sont soumis à l'autorité ecclésiastique; après leur première communion, ils passent dans l'enclos de droite, et deviennent des apprentis.

II. Tout comme l'hôpital des Petites Maisons, celui de la Trinité ne s'ouvre que pour les protégés du Grand Bureau: mais il ne les admet pas tous: il s'adresse à une catégorie spéciale d'enfants pauvres, à ceux qui sont âgés de 9 à 12 ans, qui sont nés à Paris, de légitime mariage, qui sont orphelins de père ou de mère, et qui n'ont point d'infirmité<sup>1</sup>. Comme le nombre des places est des plus restreints, une même famille ne peut prétendre en obtenir plusieurs à la fois: la sœur n'est reçue qu'après la sortie du frère. Les commissions de réforme, qui sont chargées de faire un choix et de soumettre au Procureur Général une liste provisoire, ont pour instruction de préférer toujours les « enfants de maîtres ou de compagnons de bonne qualité. » La disposition ne peut plus nous surprendre: on serait étonné de ne la point rencontrer.

Lorsque le tour d'un enfant inscrit est enfin venu d'entrer à la Trinité, le Grand Bureau avertit le commissaire de la paroisse. Celui-ci prévient l'intéressé, le fait habiller de l'uniforme d'*enfant bleu* et conduire à l'hôpital<sup>2</sup>. Dès lors, l'em-

1. Extraits des règlements, J. de F., 1249, f° 19. Cf. Mémoire sur les réformes du Grand Bureau, J. de F., 1273, f° 5 v°, et Règlements pour les fonctions de commissaire, art. XXIV, J. de F., 1273, f° 25.

2. Voir formule imprimée dans J. de F., 1280, f° 290 r°.

ploi de ses journées va être minutieusement réglé : qu'il se trouve heureux ou malheureux, que son père, sa mère l'abandonnent à son destin, ou le réclament, peu importe. En sollicitant l'aumône du Grand Bureau, les parents renoncent à leurs droits sur leurs enfants : l'inscription à la Trinité équivaut à la déchéance paternelle : l'asile ne rend pas ceux qui ont été commis à sa garde.

D'après le règlement de 1676<sup>1</sup>, les pensionnaires se levaient, en été, à 4 heures  $3/4$  ; en hiver, à 5 heures  $3/4$ . Après s'être habillés et avoir dit leur prière du matin, ils allaient à l'église entendre la messe, déjeunaient au retour. De 9 heures à 11 heures en hiver, de 8 à 10 en été, et de 3 à 5 heures, classe. A 11 h.  $1/2$ , avant le dîner, à vespres, exercices de chant : les orphelins accompagnaient les convois funéraires en psalmodiant : il était urgent de les mettre en mesure d'exercer les fonctions d'enfants de chœur. En 1737, le Grand Bureau voulut reviser tous les règlements, et adopta un texte nouveau<sup>2</sup>. D'après celui-ci, les pensionnaires de la Trinité se lèveront le matin à 5 heures et demie, quelle que soit la saison : ils se coucheront en été à 9 heures, et en hiver après le dîner. Le matin et le soir, pendant qu'ils s'habilleront ou se déshabilleront, ils entendront une pieuse lecture, que fera un des prêtres de la maison. Ils « prendront leurs robes le matin avant que de sortir du lit, et ne la quitteront point le soir qu'après s'y être remis<sup>3</sup>. » Après s'être habillés, ils prient en commun, puis ils se rendent à la messe. Après avoir déjeuné, ils vont en classe de 8 heures à 11 : de 2 heures à 3 h.  $1/2$ , et de 4 heures à 5 h.  $1/2$ . On leur apprend à lire, à écrire, à compter. Les repas sont au nombre de quatre par jour, déjeuner à 7 heures du matin, dîner à 11 h.  $1/2$ , goûter à 3 h.  $1/2$  et souper à 7 heures du soir : les enfants consommaient comme nourriture journalière une livre de pain, « et 6 onces de chair crue, qui, après la cuisson, se réduisaient

1. J. de F., 1240, f° 7 v et sq.

2. *Ibid.*, f° 94 et sq.

3. *Ibid.*, f° 118.

à 4<sup>1</sup>. » Ils buvaient de l'eau qui était donnée par le corps de ville<sup>2</sup>. Pendant les repas, il leur était interdit de parler, de bouger : ils devaient « demander par signes leurs besoins au Réfectoier<sup>3</sup> », et s'abstenir de troubler par le moindre geste la pieuse lecture, à laquelle procédait l'ecclésiastique de service. S'ils arrivaient en retard, ils devaient se mettre à genoux près de la porte, et attendre pour se relever que le prêtre les y eût autorisés. Les repas ne devaient donc pas être gais : ils étaient suivis, il est vrai (sauf, en hiver, le souper) de longues récréations : mais peut-on vraiment appeler récréations ces moments où les enfants n'avaient le droit de jouer « ni à des jeux de main », ni « à clochepied<sup>4</sup> », ni à aucun jeu qui pût les échauffer, ou provoquer des accidents ?

Et les petits êtres, condamnés au silence comme des trapnistes, pouvaient-ils se détendre les nerfs et les muscles, se dédommager de la longue contrainte qui leur était imposée, en se promenant sagement dans une cour trop étroite ? Le sommeil, la prière, l'étude, le silence, la présence aux convois funèbres des riches, tel est l'emploi du temps, au XVIII<sup>e</sup> siècle, d'un orphelin admis à l'hospice de la Trinité, sauf du 15 septembre au 1<sup>er</sup> octobre, pendant 15 jours de vacances<sup>5</sup>.

Encore ignorons-nous bien des laideurs de l'institution. Les règlements ne nous renseignent point sur la façon dont les enfants étaient traités, sur l'éducation qu'ils recevaient, sur la valeur morale du personnel auxquels ils étaient confiés, et certains documents inclinent à penser que la surveillance,

1. J. de F., 1241, f<sup>o</sup> 7 v<sup>o</sup>.

2. Dans l'*Inventaire des Archives Hospitalières*, t. III, p. 243, n<sup>os</sup> 36-38, on voit que les prévôt et échevins concédèrent, le 16 mai 1667, « 9 lignes d'eau provenant des près St-Gervais, à prendre au regard de la fontaine de la Reine. » La concession fut renouvelée en 1715, en 1733, et en 1735.

3. Règlement de 1737, art. XIV, J. de F., 1240, f<sup>o</sup> 120.

4. Art. XIX du même règlement, *ibid.*, f<sup>o</sup> 122.

5. Le régime des filles est à peu de chose près identique ; elles se lèvent à 6 heures, vont à la messe, déjeunent, étudient de 8 à 9, travaillent à l'ouvrage jusqu'à 11 heures, déjeunent, retournent à l'école, à l'ouvrage, prient, soupent et se couchent (Règlement de 1737, J. de F., 1240, f<sup>o</sup> 127 et sq.) Les filles n'avaient pas de réfectoire et mangeaient à la cuisine.

la direction, la nourriture laissent fort à désirer. « Il sera presque toujours impossible d'y réussir (à donner une bonne éducation aux enfants), dit l'auteur d'un mémoire anonyme, tant que lesdits enfants seront tenus d'aller courir journellement aux convois... Il est d'abord à remarquer qu'à quelque heure que lesdits convois soient avertis qu'il faut (*sic*) que lesdits enfants quittent école, écritures, les jours ouvriers, et, les dimanches, le plus souvent les grandes messes <sup>1</sup>. » Le maître des ecclésiastiques se plaint qu'il y ait seulement un maître d'école pour 100 élèves, que les enfants soient envoyés trop tôt en apprentissage, et qu'ils soient « mis à la correction sans examiner assez les plaintes que l'on fait d'eux <sup>2</sup>. » Les administrateurs répliquent en attaquant le détracteur de leur gestion : ils lui reprochent son indépendance, sa sévérité.

M. le Maître des enfants prétend ne dépendre de personne, que ce n'est point à lui à faire aucune avance et à venir concerter avec nous les arrangements de la maison : que c'est à nous de faire avec lui cette démarche, et que, par conséquent, il n'est point obligé de monter au bureau les jours que nous le tenons, il traite cela d'une sujétion forcée à laquelle il veut se soustraire...

... M. le Maître fait très souvent châtier des enfants de la Maison, sans nous informer du dérangement qui leur attire la correction <sup>3</sup>...

Dans un deuxième mémoire, ils déclarent que « ni lui, ni aucun ecclésiastique ne mange plus au réfectoire et que les heures de repas sont dérangées <sup>4</sup>. » Ils lui reprochent d'accaparer, pour son service personnel, le domestique que paye l'hôpital, en sorte que « les autres prêtres se font servir par les enfants à qui ils font manger le reste de leur portion, pour les engager à servir. »

Et dans un troisième factum, ils insistent sur les mêmes griefs <sup>5</sup>.

1. J. de F., 1240, f<sup>o</sup> 82-84.

2. Mémoire du Maître des ecclésiastiques, J. de F., 1242, f<sup>o</sup> 4 v.

3. *Ibid.*, f<sup>o</sup> 8 r.

4. *Ibid.*, f<sup>o</sup> 9.

5. *Ibid.*, f<sup>o</sup> 11 et sq.

Il ne mange point au réfectoire et, à son exemple, la plupart des ecclésiastiques, qui même souvent reviennent à 9 heures et à 9 heures et demie de la promenade, et prétendent se faire porter à manger dans leurs chambres, et les enfants mangent seuls la plupart du temps au réfectoire, où ils brisent leurs cuillères et fourchettes et coupent la nappe.

Il n'y a point d'ecclésiastiques avec les enfants pendant la récréation, pour les contenir, ce qui cause des désordres; les enfants se déchirent leurs robes, cassent les vitres et brisent les fils de fer qui les recouvrent.

Les ecclésiastiques de leur côté se plaignent de la négligence de la gouvernante et de la mauvaise qualité de la nourriture<sup>1</sup> :

La viande est ordinairement fort mauvaise et paraît être le rebut de la boucherie. Cette viande n'est jamais cuite parce qu'on ne met le pot au feu qu'à 8 heures pendant qu'il devrait y être à 6, ce qui fait que la soupe n'est jamais que comme de l'eau. Quand on s'en plaint, on ne reçoit de la part des cuisiniers que des paroles dures et insolentes, soutenues en cela par M<sup>me</sup> la gouvernante, qui n'a d'autres réponses à donner, sinon que les prêtres se plaignent toujours et que tout est trop bon pour eux...

... Si elle traite ainsi les prêtres, nous laissons à penser de quelle manière elle en agit avec les enfants: les pauvres malheureux qui n'osent élever la voix sont chaque jour les victimes muettes de la dure insolence d'une dame qui, lorsqu'elle est contente, se vante et fait trophée de dire qu'elle s'embarrasse peu que toute la maison murmure.. Elle traite les enfants avec la dernière dureté.

Les administrateurs se défendent du mieux qu'ils peuvent: mais, en cherchant à prouver que les ecclésiastiques se plaignent à tort, ils avouent que les enfants auraient raison de se plaindre. Un d'eux, Delespine, écrit au Procureur Général qu'il a été plusieurs fois à la cuisine, et qu'il y a toujours vu d'excellents morceaux. « On prend tous les jours, ajoute-t-il, 72 livres de viande, dont il y en a 22 pour le souper de

---

1. Mémoire cité, J. de F., 1242, 1<sup>re</sup> 11.

22 personnes, dont MM. les Ecclésiastiques et le maître d'Ecole..... Il reste par conséquent 50 livres pour le pot du matin. On en prend 18 livres pour le pot de 22 personnes. Il ne reste pour le pot de 136 enfants que 32 livres, ce qui est bien peu <sup>1</sup>. »

III. Lorsqu'ils ont atteint l'âge de la première communion, les enfants de la Trinité quittent l'hospice pour apprendre un métier. Le Grand Bureau n'avait pas les moyens de payer en argent un nombre suffisant de maîtres : la munificence royale lui permit de leur donner cependant un salaire élevé : Un arrêt de juin 1554 porte que « ceux qui auront montré leurs métiers aux enfants de l'hôpital seront reçus maîtres, sans faire aucun chef-d'œuvre, banquet, ou autres dons <sup>2</sup>. » L'artisan qui avait été admis à la Trinité devenait donc, au bout de quelques années, un maître : il changeait de condition sociale : on juge si les fonctions de professeur étaient enviées des ouvriers. Le dossier des emplois vacants contient en effet un nombre extrêmement considérable de sollicitations et de placets. L'artisan, d'après les termes mêmes de l'édit, devait travailler et vendre dans l'enceinte de l'hôpital : de là la construction des échoppes dont nous avons parlé ci-dessus : mais il devait posséder un logement en dehors de l'enclos, et son apprenti demeurait avec lui <sup>3</sup>. Avec le temps, la règle primitive se transforma. D'une part, le maître ou sa femme purent porter au dehors la marchandise fabriquée pourvu qu'ils fussent accompagnés de l'enfant bleu, qui leur servait de sauvegarde. D'autre part, il était certains métiers, par exemple, celui de brasseur, qu'on ne pouvait exercer à l'intérieur de la Trinité <sup>4</sup>. Le Grand Bureau confia donc ses pupilles à des ouvriers qui s'établissaient chez eux, et le bénéfice de son privilège s'étendit aux professions foraines.

1. Réponse de Delespine (5 décembre 1744), J. de F., 1242, f<sup>os</sup> 15-16.

2. Arrêt de 1554, J. de F., 1249, f<sup>o</sup> 1-4; 1240, f<sup>o</sup> 1.

3. Mémoire sur le Grand Bureau, J. de F., 1273, f. 36.

4. Cf. sur le métier de brasseur, arrêt du 21 janvier 1756, J. de F., 1240, f<sup>o</sup> 204-207.

Il ne semble pas que l'enseignement technique ait été mauvais, et plusieurs pièces attestent l'habileté des ouvriers choisis. Le Grand Bureau ne reprocha aux futurs maîtres que de prendre trop peu soin de leurs boutiques et de les abandonner en mauvais état, quand, pourvus de lettres de maîtrise, ils quittaient l'hôpital pour s'établir dans la ville <sup>1</sup>. Mais les maîtres qui avaient suivi la voie ordinaire, acheté leurs lettres de maîtrise, fait un chef-d'œuvre, se plaignaient amèrement d'un privilège qui, en augmentant leur nombre, aggravait la concurrence et réduisait leurs affaires. Aussi cherchaient-ils par tous les moyens à gêner le commerce de ceux qu'ils regardaient comme des intrus. En 1739, le Grand Bureau est avisé que les maîtres batteurs d'or cherchent à vexer un artisan de la Trinité et prétendent l'imposer à la taxe qu'ils payaient eux-mêmes <sup>2</sup>. En 1743, les jurés merciers bonnetiers l'ont saisi des bas de soie, qu'un maître de l'institution de la Trinité avait fait venir de Lyon, sous prétexte que, n'ayant point montré son savoir par devant eux, il ne pouvait avoir acquis la maîtrise, et que, de plus, de par l'édit de 1554, il pouvait vendre seulement les marchandises qu'il avait fabriquées lui-même, ou achetées dans un faible rayon de la capitale <sup>3</sup>. En 1761, Firmin Lajarrige, ouvrier de la Trinité, est l'objet d'une saisie <sup>4</sup> : en 1764, un ouvrier rubannier est victime de la même mesure de la part des communautés des Tissutiers-Rubanniers-Frangeurs <sup>5</sup>.

Le Roi, le Procureur Général et le Parlement interviennent constamment pour défendre l'édit menacé. Celui-ci est confirmé en juin 1636, en avril 1644, en juillet 1721 <sup>6</sup> : de nouvelles lettres patentes permettent aux artisans d'avoir le même nombre d'apprentis que les maîtres de leur métier <sup>7</sup>. Le Par-

1. Cf. Extrait des délibérations du bureau de la Trinité (5 septembre 1730), J. de F., 1241, f<sup>os</sup> 64-66.

2. J. de F., 1240, f<sup>o</sup> 152-156.

3. *Ibid.*, f<sup>o</sup> 157-170.

4. *Ibid.*, f<sup>o</sup> 210-211.

5. J. de F., 1249, f<sup>o</sup> 20-21.

6. *Ibid.*, f<sup>os</sup> 5-9; 1240, f<sup>os</sup> 197-201.

7. *Ibid.*, f<sup>os</sup> 18-19; 1240, f<sup>os</sup> 219-221.

lement annule les saisies qui lui sont déferées<sup>1</sup>. Le 24 mai 1712, il ordonne « que les maîtres Horlogeurs de l'institution de l'hôpital de la Trinité seront appelés dans toutes les Assemblées qui se feront dans la communauté desdits Horlogeurs, qu'il n'y aura aucune distinction entre eux et les autres maîtres,..... qu'à la prochaine élection qui se fera des jurés de ladite communauté des maîtres Horlogeurs, ils seront tenus de nommer un desdits maîtres de l'institution de l'hôpital de la Trinité, et de continuer à l'avenir de 6 ans en 6 ans<sup>2</sup>. » Le 18 janvier 1768, il fixe par arrêt la liste des métiers qu'il est permis d'exercer dans l'enceinte de la Trinité et en dehors d'elle, c'est-à-dire qu'il reconnaît le droit du Grand Bureau de conférer la maîtrise aux ouvriers de tous les métiers<sup>3</sup>.

Après avoir terminé leur apprentissage, les enfants bleus sont artisans; mais la munificence royale leur a octroyé un privilège précieux: ils sont considérés comme fils de maîtres et peuvent aspirer à la maîtrise, et c'est en vain que les corporations protestent contre cette grâce, qu'elles estiment abusive<sup>4</sup>.

Tel est l'hôpital de la Trinité, couvent et prison par certains côtés, école d'apprentissage par d'autres, institution plus singulière et plus défectueuse encore que les Petites Maisons, dont l'existence repose tout entière sur un privilège et qui introduit dans la société du temps, parmi les artisans et parmi les maîtres, un nouvel élément d'injustice et d'inégalité.

---

1. Cf. notamment la sentence de délibéré du 3 juillet 1761, annulant la saisie faite sur Firmin Lajarrige, J. de F., 1240, f<sup>os</sup> 210-211.

2. *Ibid.*, f<sup>o</sup> 25-26. De même, le Parlement enjoint aux charrons de prendre un de leurs jurés parmi les maîtres de l'institution de la Trinité, *ibid.*, f<sup>os</sup> 33-34.

3. J. de F., 1241, f<sup>os</sup> 67-105.

4. Cf. lettres patentes de juillet 1721 et arrêt du Parlement du 21 février 1731, J. de F., 1240, f<sup>os</sup> 197-203.

## CHAPITRE IV

---

### LE BUDGET

I. Quelque incomplets et quelque vicieux que soient ces établissements, ils ne laissent pas d'être fort onéreux. Le Grand Bureau doit faire face annuellement à des dépenses considérables. Les distributions aux pauvres inscrits à l'aumône s'élèvent au chiffre moyen de 33.000 livres: la paye des vieillards des Petites Maisons exige une somme à peu près équivalente: les réparations des bâtiments qu'ils possèdent coûtent annuellement près de 15.000 livres. Le Grand Bureau assume les dépenses de chauffage; pour nourrir les enfants de la Trinité, les insensés, le personnel des deux hospices, il achète pour 45,000 livres de blé, de viande, de vin, d'œufs, de beurre. L'infirmerie des Petites Maisons coûte près de 1.000 livres. Enfin, il faut payer les gages de tous les agents. A la Trinité, les fonctions religieuses et la surveillance morale des enfants appartiennent à quatre ecclésiastiques qui touchent de 4 à 500 livres chacun. Le maître d'école en reçoit 350, la maîtresse de lecture 100, la gouvernante des filles 200, le portier 300, les maîtresses d'arts féminins, la couturière, l'infirmière, la cuisinière ont des traitements qui varient de 30 à 60 livres et dont le total forme un chiffre assez élevé.

Aux Petites Maisons vivent cinq chapelains, qui touchent 1.250 livres, des sœurs, un médecin, un concierge, 15 sœurs, etc. Le montant des dépenses s'élève à près de

200.000 livres par an : comment le Grand Bureau se procure-t-il cette somme ?

Il est une institution officielle : on pourrait donc croire qu'il émerge au budget de l'État : la réalité est tout autre. Sous l'Ancien Régime (et c'est ce qui rend l'administration d'alors si complexe et si confuse), nombre d'établissements officiels d'État ne sont unis au gouvernement que par un lien personnel. Ils sont dirigés par un agent du Roi, mais ils gardent leur autonomie, ils évoluent librement. Le Grand Bureau a obtenu la personnalité civile : il a le droit de recevoir des dons et des legs : la monarchie lui a même délégué certains des attributs de la souveraineté, la faculté de lever des impôts : le pouvoir de juger certaines causes : les budgets restent absolument distincts : rien de ce qui entre dans le Trésor n'arrive à la caisse de l'institution charitable.

Le Grand Bureau vit d'abord des dons et legs faits aux pauvres. C'était l'usage ancien que les commissaires élus fissent, en guise de remerciement, un présent à sa caisse <sup>1</sup> : mais la tradition n'est plus guère respectée au XVIII<sup>e</sup> siècle. Le receveur a dû écrire, en face de la plupart des noms, le mot « mémoire » : les cotisations des commissaires s'élèvent, pour le budget de 1733-1736, à 1.546 livres <sup>2</sup> : pour l'exercice 1745-1748, à 1.750 livres <sup>3</sup> : pour l'exercice 1749-1750, à 750 livres seulement <sup>4</sup>.

La générosité des fidèles s'exerçait sous de multiples formes : le Grand Bureau la sollicite par tous les moyens dont il peut disposer. Les commissaires des pauvres placent des trones dans toute l'étendue de Paris <sup>5</sup> : ils postent, à la porte des églises, « des femmes avec des boîtes <sup>6</sup>. » Ils ont le droit d'organiser des quêtes ; mais ils éprouvent, à l'exercer,

1. J. de F., 1280, f° 42, r°.

2. J. de F., 1276.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. Sauf à Notre-Dame et aux Petites-Maisons, parce que ces églises ne sont pas paroissiales, J. de F., 1280, f° 39 r°.

6. *Ibid.*

de multiples difficultés. « Le droit du Grand Bureau pour les permissions de quêter se borne aux pauvres du diocèse de Paris. Encore ne l'exerce-t-il que très rarement, parce que les porteurs de ces permissions sont traversés tant par M. l'archevêque, qui prétend être seul en droit de les accorder, que par les curés qui les font renvoyer à la porte extérieure de l'église. Ces contradictions rendent le Grand Bureau extrêmement circonspect à compromettre son droit, que M. l'archevêque, qui n'en a jamais eu de légitime, prétend soumettre à son approbation et soutient même aboli par la Déclaration du Roi qui prohibe la mendicité <sup>1</sup>. » Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, le Parlement confirme à plusieurs reprises le droit des commissaires, et ceux-ci l'exercent plus souvent. Ils obligent de même les dames qui rendent le pain bénit à venir quêter elles-mêmes, afin que l'aumône, qu'ils partagent avec la paroisse soit plus considérable. Grâce à toutes ces mesures, le produit des quêtes qui, vers 1735, fléchissait lentement, avec continuité, s'accroît, à partir de 1750, dans de notables proportions. Au budget de 1733-1736, il figure pour 18.537 livres : à celui de 1745-1748, pour 26.179 : à celui de 1749-1750, pour 29.844 : à celui de 1753-1757, pour 41.248 : à celui de 1758-juillet 1759, pour 58.874. L'évolution est encore plus intéressante à signaler si, au lieu de se borner à des constatations d'ensemble, on pénètre plus avant dans le détail. De 1731 à 1745, les recettes s'affaissaient dans presque toutes les paroisses, dans toutes les paroisses importantes : Saint-Germain-l'Auxerrois ne donne plus que 231 livres au lieu de 664 <sup>2</sup>, Saint-Paul 254 au lieu de 516, Saint-Séverin 30 au lieu de 104, Saint-Nicolas-des-Champs 197 au lieu de 321, Saint-Sulpice 109 au lieu de 249. A partir de 1745, le tassement cesse, la progression apparaît. Elle est faible encore en beaucoup d'endroits : à Sainte-Opportune, à Saint-Séverin, à

---

1. J. de F., 1280, f<sup>o</sup> 216 r<sup>o</sup>.

2. Il va sans dire que les chiffres intermédiaires attestent un fléchissement continu ; les produits de deux années successives pourraient être fort différents, sans que leur diversité prouvât rien au point de vue historique.

Saint-Cosme, à Saint-Benoît : mais, en trois ans, Saint-Germain-l'Auxerrois passe de 231 à 382 livres, Saint-Eustache de 542 à 986, Saint-Jacques-la-Boucherie de 150 à 204, Saint-Jean-en-Grève de 75 à 176, Saint-Gervais de 287 à 383, Saint-Paul de 374 à 777, Saint-Nicolas-des-Champs de 206 à 1.062, Saint-Laurent de 81 à 329, Saint-Sulpice de 158 à 718, Saint-André-des-Arts de 241 à 468, Saint-Étienne-du-Mont de 52 à 261. Après 1748, le mouvement s'accroît. Les quêtes de Saint-Germain-l'Auxerrois produisent, en 1751, 1.260 livres et 1.426 en 1754 ; celles de Saint-Eustache 1.409 en 1749, 1.957 en 1750, 3.268 en 1751 ; Saint-Jean-en-Grève 278 en 1747, 894 en 1753. Saint-Paul recueille 1.397 livres en 1751 contre 921 en 1749, Sainte-Marguerite 1.038 en 1752 contre 367, Saint-Sauveur 1.234 en 1755 contre 512, Saint-Roch 1.524 en 1755 contre 519, Saint-Sulpice 2.046 à la même date contre 1.106. L'énumération deviendrait fastidieuse : il est inutile de la prolonger <sup>1</sup>.

Les fidèles peuvent adresser directement leurs offrandes au Grand Bureau. Celui-ci, au cours du xvi<sup>e</sup> et du xvii<sup>e</sup> siècle, a reçu, en effet, des rois et des particuliers des dons importants. Il a acheté avec les sommes qui lui ont été remises des propriétés foncières et des effets mobiliers. Il dispose donc, au xviii<sup>e</sup> siècle, d'une petite fortune. Il possède, vers le milieu du siècle, 42 maisons qui lui rapportent plus de 20.000 livres par an <sup>2</sup> ; les biens fonciers qui appartiennent à la Trinité produisent, d'autre part, 9 à 10.000 livres, soit un revenu total de 30 à 35.000 livres <sup>3</sup>. Le Grand Bureau a acquis, en outre, des titres de rente, rentes assignées sur le clergé, rentes sur les aides et gabelles, rentes hypothécaires qui lui assurent annuellement une somme de 10.000 livres envi-

1. Il faut observer qu'à partir de 1753 les recettes de certaines paroisses fléchissent et qu'en 1755 le progrès cesse partout. Il est impossible, vu l'absence des documents nécessaires, de dire si la diminution du produit des quêtes a persisté ou si elle est due uniquement à une cause accidentelle.

2. J. de F., 1273, f<sup>o</sup> 134-135.

3. *Ibid.*, f<sup>o</sup> 141.

ron<sup>1</sup>. Mais les legs n'augmentent plus guère, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la fortune du Grand Bureau. Non que la pitié pour les pauvres diminue, au contraire. Quand on étudie de près l'histoire d'une paroisse, on constate que les fondations charitables se développent, à partir de 1740, au détriment des fondations proprement religieuses : seulement ce n'est plus à l'institution officielle, qui ne rend plus assez de services, qui n'est pas assez locale, c'est à la compagnie de charité paroissiale, plus active, et mieux connue que s'adresse la générosité des fidèles. Les dons et legs n'excèdent pas 4 à 5000 livres par an : encore plusieurs testateurs n'ont-ils choisi le Grand Bureau que comme exécuteur testamentaire<sup>2</sup> : ils ont assigné à leurs largesses une destination précise ; les sommes qu'ils ont léguées ne peuvent servir à acquitter les dépenses ordinaires du Bureau : celui-ci ne peut agir, s'il ne se procure des ressources extraordinaires : il demande ces ressources extraordinaires à l'impôt.

II. Les taxes que le Grand Bureau lève, avec l'assentiment du gouvernement, sont multiples, et la plupart sont intéressantes à noter. Il a d'abord « la ferme du foin tombant des bateaux es-ports de la Ville de Paris. » Le produit de ce droit varie entre 400 et 600 livres. Chaque muid de vin qui entre dans Paris, supporte un droit d'octroi de 5 sous : les 2/3 de l'impôt reviennent au Grand Bureau, et il faut croire que Paris consumma de plus en plus de vin au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, car la quote part du Grand Bureau, de 4000 livres en 1717, monte à près de 20.000 livres dès 1733. Mais la taxe la plus curieuse de beaucoup, et la plus productive aussi, est celle qu'on appelle la « taxe des pauvres. » Cette taxe est d'institution très ancienne. Le Parlement ordonna, le

---

1. En 1717 (J. de F., 1273, f<sup>o</sup> 29 v<sup>o</sup>), le Grand Bureau aurait possédé environ 30.000 l. de revenu mobilier. Si le fait est exact, ce qu'on ne peut vérifier, la diminution des rentes s'explique naturellement par la tentative de Law.

2. Notamment le legs Bellasize, qui était destiné à doter un certain nombre de filles en âge de se marier. Un autre legs avait pour objet la distribution d'une certaine quantité de drap aux pauvres.

15 avril 1532 de faire une quête publique. La charité des fidèles ne répondit pas sans doute à l'attente des pouvoirs publics, car, en 1535, la Chambre des vacations ordonna « que les députés commis au soin, nourriture et entretenement des pauvres feraient exhorter aux prônes les habitants de cette ville de continuer par leurs aumônes à fournir à l'entretien des pauvres, et de les avertir qu'autrement le bien public mettrait dans la nécessité de les y contraindre <sup>1</sup> ». En conséquence les marguilliers de chaque paroisse firent un recensement des habitants, et portèrent en regard de leurs noms le montant des aumônes qu'ils s'obligeaient à payer annuellement. La taxe des pauvres fut donc, à l'origine, une contribution volontaire ; mais il y a longtemps, au XVIII<sup>e</sup> siècle, qu'elle a perdu ce caractère, et qu'elle est devenue un impôt véritable : « les refusants sont toujours assignés pour se taxer ou se cotiser eux-mêmes, ou sur leur refus, être taxés et cotisés <sup>2</sup>. » Seuls sont exonérés les domestiques, et ceux qui produisent un certificat de pauvreté signé du curé de leur paroisse. Les autres doivent payer selon leur qualité, et aussi, semble-t-il, selon l'importance de leur logis. Les artisans payent 13 sous, les médecins, le commun des marchands, 26 sous ; les bourgeois notables (parmi lesquels beaucoup de marchands de vin), les avocats, les conseillers de la monnaie, les architectes, les capitaines, 52 sous : les conseillers au Parlement, les maîtres des comptes, les curés, les lieutenants-colonels, 5 livres 4 sous : les maîtres des requêtes, les colonels, les anciens fermiers généraux, les évêques, 10 livres : les grands personnages, hauts seigneurs, maréchaux, conseillers d'État, archevêques, cardinaux, fermiers généraux, de 20 à 50 livres. Les Parisiens qui refusaient d'acquitter leur contribution étaient cités devant le Grand Bureau : s'ils persistent, ils sont poursuivis en justice, et contraints par les voies de droit <sup>3</sup>.

---

1. Tous ces détails sont extraits du Mémoire sur la taxe des pauvres, J. de F., 1280, f<sup>o</sup> 101 et sq.

2. Mémoire sur le Grand Bureau, *ibid.*, f<sup>o</sup> 13 v<sup>o</sup>.

3. Mémoire sur la taxe des pauvres, *ibid.*, f<sup>o</sup> 106 ; Mémoire sur le Grand Bureau, f<sup>o</sup> 43.

Quelque modique qu'elle fût, la taxe des pauvres souleva de violentes réclamations : un grand nombre d'habitants, même riches, demandaient une réduction de cote, d'autres entendaient même ne rien payer. Un des agents du Procureur Général déclare que les collecteurs de l'impôt étaient souvent, aux <sup>xvi</sup>e et <sup>xvii</sup>e siècles, « troublés et injuriés, car beaucoup de particuliers furent condamnés pour des délits semblables soit à l'amende, soit à la prison. » Le 20 avril 1592, les meubles du président de Thou furent saisis, et mis en vente par le Grand Bureau : même mésaventure arriva, en 1609, à la duchesse de Longueville, en 1622 au duc de Mayenne <sup>1</sup>. Au <sup>xviii</sup>e siècle, on est plus poli, mais non plus généreux. Le nombre des plaintes et des réclamations qui sont conservées dans les volumes de la collection Joly de Fleury, est considérable. En 1746, les chapitres de St-Nicolas et de St-Louis, taxés à 20 livres, n'acceptent de payer que 15 livres : les jurés selliers, taxés à 52 sous, n'en veulent verser que 12. En 1747, un prêtre, nommé de la Menardays, s'étonne qu'on lui écrive « comme à un ouvrier », et déclare qu'il ne doit rien. Le Procureur Général l'ayant sommé d'acquitter sa contribution, il réplique que la taxe des pauvres est contraire au Concordat, et ne saurait être levée sur le clergé <sup>2</sup>. Un peu plus tard, l'avocat Lemoyne informe Joly de Fleury, qu'il « a fait assez d'aumônes, et n'en veut pas faire de plus <sup>3</sup>. » Un architecte, en retard de 5 années, répond à une sommation qui lui est adressée, « qu'il se moque du Grand Bureau. » Parmi les récalcitrants, figurent le président de la cour des Monnaies, un maître des comptes, le président de Donneville, et même... un substitut du Procureur Général <sup>4</sup>.

Le principal obstacle à la productivité de la taxe des pauvres n'était pourtant pas la résistance des contribuables : il résidait dans la négligence et l'incurie des collecteurs. A

---

1. J. de F., 1280, f<sup>o</sup> 43 v<sup>o</sup>, 106 et 107.

2. *Ibid.*, f<sup>o</sup> 214.

3. *Ibid.*, f<sup>o</sup> 220.

4. *Ibid.*, f<sup>o</sup> 128.

l'origine la taxe des pauvres était payable par semaine <sup>1</sup>. Les commissaires des pauvres, chargés de la recouvrer, estimèrent qu'il leur était impossible, en 7 jours, de visiter tous les contribuables de leur quartier, surtout étant donné leurs obligations charitables. Ils se firent donc adjoindre des *collecteurs*, à raison d'un par dizaine. Ces collecteurs, pris d'abord parmi les ecclésiastiques, puis, dès 1557, parmi les laïques, étaient rémunérés de leur peine : ils recevaient 5 à 10 deniers par livre encaissée. Mais cette indemnité n'était nullement proportionnée aux démarches et au temps qu'exigeaient les recouvrements. En 1588, les refus étaient si nombreux, que le Parlement rendit les fonctions de collecteurs obligatoires pour ceux qui seraient désignés, soit par les marguilliers, soit par les commissaires <sup>2</sup>.

En 1646, on revint au système initial <sup>3</sup>. Les collecteurs sont supprimés : la taxe devient annuelle, et c'est aux commissaires des pauvres qu'est dévolu le soin de l'encaisser. Mais le régime nouveau n'a pas produit de bons résultats. Les commissaires ne se sont acquittés de leurs nouvelles fonctions qu'avec mauvaise grâce et répugnance : ils ont, nous l'avons vu, cherché à se soustraire à des occupations devenues trop absorbantes, et, forcés par le Parlement de les assumer, ils ont montré peu de zèle à remplir leurs devoirs. D'après le règlement, ils devaient commencer le recouvrement de la taxe le 1<sup>er</sup> janvier, et avoir terminé leur recette en 6 mois <sup>4</sup>. Chemin faisant, ils devaient rectifier le rôle qu'ils avaient reçu de leurs prédécesseurs, noter les changements d'adresse, les départs, les arrivées, les décès, et communiquer leur travail au Greffe, afin que le matricule de la paroisse fût toujours tenu au courant. Au début du xviii<sup>e</sup> siècle, le règlement est loin d'être appliqué. Les auteurs des Mémoires sur le

1. J. de F., 1289, f<sup>o</sup> 103 r<sup>o</sup>.

2. *Ibid.*, f<sup>o</sup> 105 v<sup>o</sup> et 106.

3. *Ibid.*, f<sup>o</sup> 106 v<sup>o</sup>.

4. En 1612, elle avait été rendue bi-annuelle. Au xviii<sup>e</sup> siècle, elle n'est plus qu'annuelle.

Grand Bureau reprochent aux commissaires de s'être montrés de plus en plus lents à recouvrer l'impôt, à rendre leurs comptes ; de n'avoir marqué sur leurs livres aucun des renseignements qui leur étaient demandés, d'avoir pris à leur solde, pour remplir les offices, des bedeaux, des vergers, qui n'avaient ni autorité morale, ni pouvoir effectif, et à qui nombre d'habitants ont refusé de rien verser. « Ainsi, de degré en degré, d'abus en abus, les rôles qu'on donne à présent aux commissaires sont copiés sur des rôles de 40, 50 ou 60 années. Le rôle n'est qu'un état informe où il n'y a presque aucun habitant actuel : le commissaire n'en fait aucun usage : il s'abonne avec un commis qui fait le recouvrement comme il peut, et qui le fait à prix d'argent, et plusieurs de ces commissaires qui seraient en état d'augmenter les rôles relativement à l'augmentation des habitants de Paris, surtout dans certaines paroisses, ne perçoivent pas à beaucoup près la somme portée sur le rôle. De là est venu l'usage de rendre le commissaire responsable du montant des rôles : plusieurs y perdent considérablement, ce qui rend les fonctions du commissaire des pauvres quelquefois si peu recherchées qu'on est souvent forcé de prendre les voies de rigueur pour les faire accepter<sup>1</sup>. »

Il ressort des autres documents que nous possédons que ces plaintes étaient fondées. Le 9 juillet 1747, M. de Tilière écrit au Procureur Général pour lui signaler le cas d'un sieur Daubermine (?), commissaire des pauvres de la paroisse St-Gervais, qui, élu en 1743, remet de semaine en semaine « pour rendre son compte, sans qu'on puisse attendre de lui une réponse positive<sup>2</sup>. » Dans les comptes imprimés de l'exercice 1733-1736, figurent des sommes exigibles en 1730, 1729, même 1728. Ainsi certains commissaires ont mis cinq ans à apurer leurs comptes. Dans tous les budgets, on trouve, au chapitre des recettes, comme à celui des dépenses, d'impor-

---

1. Mémoire sur le Grand Bureau, J. de F., 1280, f<sup>os</sup> 40 v<sup>o</sup> et 41 r<sup>o</sup>.

2. J. de F., 1273, f. 239.

lantes « reprises » des commissaires. D'autre part l'impôt ne produit qu'un faible total, 45.000 livres environ par an. La situation émut à la longue le Procureur Général : car, vers 1745, les chiffres de l'encaissement se relèvent sensiblement. La recette de 1745-48 est supérieure de 20.000 livres à celle de 1733-36. Celle de 1758-1759 (exercice de 18 mois) atteint presque 100.000 livres (99.329 livres) : la progression s'arrête alors : l'institution n'est pas capable d'un plus grand effort.

Les diverses paroisses parisiennes sont loin de fournir des contributions identiques. Elles n'ont ni la même étendue, ni la même population, et leurs habitants n'ont pas la même aisance moyenne. St-Christophe, en 1743, n'a que 82 habitants assujettis à la taxe : et 19 doivent payer plus de 26 sous. Ste-Croix se trouve dans les mêmes conditions, avec 96 inscrits qui, sauf 2, sont taxés tous à 13 ou 26 sous. Aussi n'apportent-elles qu'une quote-part insignifiante à la caisse du Grand Bureau. St-Benoît, en 1743, compte 682 imposables. St-André-des-Arts, 819. St-Barthélemy, 1.014. Si la population de ces trois quartiers était tout à fait homogène, St-Benoît rapportant 930 livres, St-André produirait moins de 1.200 et St-Barthélemy plus de 1.500 livres. Or les faits démentent l'induction. Le commissaire de St-André verse au Grand Bureau 1.400 livres, alors que celui de St-Barthélemy en récolte seulement 1.250. La raison de cette anomalie réside dans la différence de richesse des quartiers. St-André-des-Arts est relativement une paroisse aisée, les autres sont plus pauvres : le tableau ci-dessous permettra d'en juger<sup>1</sup>.

---

1. Cf. Registres de la taxe de 1743. J. de P., 1276-1279.

| PAROISSES                       | Inscrits | Payant<br>13 s.    | Payant<br>26 s.    | Payant<br>52 s.  | Payant<br>au-dessus |
|---------------------------------|----------|--------------------|--------------------|------------------|---------------------|
| S <sup>t</sup> -Benoît. . . . . | 682      | 325<br>soit 47,7 % | 246<br>soit 36 %   | 83<br>soit 12 %  | 29<br>soit 4,3 %    |
| S <sup>t</sup> -André-des-Arts. | 819      | 275<br>soit 33 %   | 341<br>soit 41,8 % | 163<br>soit 20 % | 43<br>soit 5,2 %    |
| S <sup>t</sup> -Barthélemy. . . | 1014     | 562<br>soit 55 %   | 412<br>soit 41 %   | 28<br>soit 2,1 % | 5<br>soit 0,5 %     |

On pourrait ainsi prendre toutes les paroisses parisiennes l'une après l'autre, montrer la proportion des habitants riches et des habitants pauvres. Une telle étude excède évidemment les limites de notre travail : nous la tenterons ailleurs. Il nous suffira d'enregistrer un certain nombre de constatations générales.

Si l'on cherche à classer les quartiers de Paris, d'après le montant de leur contribution, on obtient le résultat suivant pour les environs de 1731.

| PAROISSES                                     | 1731<br>(en livres) | 1732<br>(en livres) |
|-----------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| S <sup>t</sup> -Eustache . . . . .            | 6204                | 6204                |
| S <sup>t</sup> -Sulpice . . . . .             | 3237                | 4137                |
| S <sup>t</sup> -Roch . . . . .                | manque              | 3465                |
| S <sup>t</sup> -Germain-l'Auxerrois . . . . . | manque              | 3139                |
| S <sup>t</sup> -Paul . . . . .                | 2821                | 3021                |
| S <sup>t</sup> -Nicolas-des-Champs . . . . .  | 2911                | 2911                |
| S <sup>t</sup> -Gervais . . . . .             | 1184                | 2021                |
| S <sup>t</sup> -Séverin . . . . .             | 1800                | 1800                |
| S <sup>t</sup> -Etienne-du-Mont . . . . .     | 1668                | manque              |
| S <sup>t</sup> -Médéric . . . . .             | 1759                | 1759                |

| PAROISSES                                                  | 1731<br>(en livres) | 1732<br>(en livres) |
|------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| S <sup>te</sup> Marguerite . . . . .                       | 1414                | 1414                |
| S <sup>t</sup> -André-des-Arts (1). . . . .                | 901                 | 1401                |
| S <sup>t</sup> -Jacques-la-Boucherie . . . . .             | 1370                | 1370                |
| S <sup>t</sup> Louis-en-l'Isle. . . . .                    | 569                 | 1369                |
| S <sup>t</sup> -Barthélemy . . . . .                       | 1242                | 1242                |
| S <sup>t</sup> -Benoît . . . . .                           | 930                 | 930                 |
| S <sup>t</sup> -Sauveur . . . . .                          | manque              | 926                 |
| S <sup>t</sup> -Laurent . . . . .                          | 896                 | 896                 |
| S <sup>te</sup> -Marie-Madeleine-l'Archevêque . .          | manque              | 831                 |
| S <sup>t</sup> -Germain-le-Vieil. . . . .                  | 740                 | 741                 |
| S <sup>t</sup> -Leu, S <sup>t</sup> -Gilles. . . . .       | 724                 | 740                 |
| S <sup>t</sup> -Nicolas-du-Chardonnet. . . . .             | 702                 | 702                 |
| S <sup>t</sup> -Jacques, S <sup>t</sup> -Philippe. . . . . | manque              | 645                 |
| S <sup>t</sup> -Médard. . . . .                            | manque              | 636                 |
| S <sup>t</sup> -Cosme . . . . .                            | 552                 | 552                 |
| S <sup>ts</sup> -Innocents. . . . .                        | 351                 | 351                 |
| Notre-Dame des Bonnes Nouvelles. .                         | manque              | 348                 |
| S <sup>t</sup> -Martin . . . . .                           | 157                 | 157                 |
| S <sup>t</sup> -Hyppolite . . . . .                        | manque              | 154                 |
| (1) En 1729, 1416; en 1730, 1016.                          |                     |                     |

Ainsi ce sont les paroisses du centre et de l'ouest de Paris qui rapportent le plus au Grand Bureau, soit qu'elles soient plus vastes, soit qu'elles comptent plus d'éléments riches. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'ordre est légèrement modifié : si, dans la plupart des cas, le produit de la taxe n'a pas varié, certaines circonscriptions font exception à la règle. En voici la liste.

| PAROISSES                        | 1731<br>ou<br>1732 | 1757 | ACCROISSEMENT |
|----------------------------------|--------------------|------|---------------|
| St-Jean-en-Grève . . . . .       | 1096               | 1696 | 54,74 %       |
| St-Gervais . . . . .             | 1184               | 2621 | 120,52 —      |
| St-Paul . . . . .                | 2821               | 4021 | 46,08 —       |
| St-Laurent . . . . .             | 896                | 1200 | 10,44 —       |
| St-Roch . . . . .                | 3465               | 4338 | 19,40 —       |
| St-Madeleine de la V. l'Evêque . | 831                | 900  | 7,51 —        |
| St-Sulpice . . . . .             | 3237               | 5075 | 35,94 —       |

Que ce relèvement soit dû presque partout à une perception plus rigoureuse, à l'établissement de rôles plus exacts, cela ne nous semble pas douteux : le produit de la taxe monte brusquement d'une année à l'autre, puis demeure immobile. Mais que cette hypothèse soit ou non fondée, il apparaît que les quartiers les plus productifs sont sur la rive droite ceux qui avoisinent la Seine : sur la rive gauche, ceux de l'ouest. Le groupe de St-Eustache, St-Roch, St-Germain-l'Auxerrois, qui occupe d'ailleurs une grande superficie, est le plus rémunérateur : St-Paul doit probablement ses ressources aux hôtels seigneuriaux du Marais. Au contraire les quartiers de la périphérie n'ont évidemment en général qu'une population peu aisée. St-Laurent, St-Nicolas-des-Champs ne sont encore que peu recherchés. Sur la rive gauche, il y a lieu de relever l'énorme différence qui existe entre la paroisse St-Sulpice et les paroisses circonvoisines : St-Etienne-du-Mont et St-Nicolas du Chardonnet, malgré l'étendue de leur territoire, ne produisent pas plus que de petites circonscriptions comme St-Séverin.

Les chiffres que nous avons donnés, ne prennent toute leur valeur, que si on les rapproche d'autres éléments de jugement. Il faut placer à côté d'eux le montant des aumônes respectives, pour fixer leur sens exact : le tableau ci-dessous présente le bilan des paroisses parisiennes en 1757.

| PAROISSES                                                  | TAXE        | AUMÔNES     | EXCÉDENT | DÉFICIT |
|------------------------------------------------------------|-------------|-------------|----------|---------|
|                                                            | (en livres) | (en livres) | %        | %       |
| S <sup>t</sup> -Louis en l'Isle . . . . .                  | 1369        | 402         | 70,60    |         |
| S <sup>t</sup> -Paul . . . . .                             | 4021        | 1614        | 59,87    |         |
| S <sup>t</sup> -Roch . . . . .                             | 4338        | 2041        | 53,94    |         |
| S <sup>t</sup> -Séverin . . . . .                          | 1800        | 919         | 48,94    |         |
| S <sup>t</sup> -Sulpice . . . . .                          | 5075        | 2592        | 48,96    |         |
| S <sup>t</sup> -Eustache . . . . .                         | 6204        | 3266        | 47,35    |         |
| S <sup>t</sup> -André-des-Arts . . . . .                   | 1401        | 740         | 47,18    |         |
| S <sup>t</sup> -Gervais . . . . .                          | 2621        | 1408        | 46,27    |         |
| S <sup>t</sup> -Jean-en-Grève . . . . .                    | 1696        | 916         | 45,90    |         |
| S <sup>t</sup> -Germain-le-Vieil . . . . .                 | 740         | 407         | 45 »     |         |
| S <sup>t</sup> -Médéric . . . . .                          | 1759        | 1045        | 40,59    |         |
| S <sup>t</sup> -Germain-l'Auxerrois . . . . .              | 3139        | 1912        | 39,40    |         |
| S <sup>t</sup> -Cosme . . . . .                            | 552         | 413         | 25,18    |         |
| S <sup>t</sup> -Benoît . . . . .                           | 900         | 682         | 24,22    |         |
| S <sup>t</sup> -Jacques-la-Boucherie . . . . .             | 1370        | 1046        | 23,64    |         |
| S <sup>te</sup> -Madeleine de la V. l'Evêque . . . . .     | 930         | 725         | 22,04    |         |
| S <sup>te</sup> -Marguerite . . . . .                      | 1414        | 1105        | 21,92    |         |
| S <sup>t</sup> -Laurent . . . . .                          | 1200        | 1254        |          | 4,30    |
| S <sup>t</sup> -Etienne-du-Mont . . . . .                  | 1668        | 1770        |          | 5,76    |
| S <sup>ts</sup> -Innocents . . . . .                       | 351         | 374         |          | 6,14    |
| S <sup>t</sup> -Leu S <sup>t</sup> -Gilles . . . . .       | 740         | 798         |          | 7,27    |
| N.-D. des Bonnes Nouvelles . . . . .                       | 348         | 409         |          | 14,91   |
| S <sup>t</sup> -Sauveur . . . . .                          | 926         | 1438        |          | 35,60   |
| S <sup>t</sup> -Nicolas-des-Champs . . . . .               | 2911        | 4564        |          | 36,22   |
| S <sup>t</sup> -Nicolas-du-Chardonnet . . . . .            | 702         | 1133        |          | 38,04   |
| S <sup>t</sup> Barthélemy . . . . .                        | 1274        | 2145        |          | 40,60   |
| S <sup>t</sup> -Jacques S <sup>t</sup> -Philippe . . . . . | 666         | 1205        |          | 44,73   |
| S <sup>t</sup> -Hippolyte . . . . .                        | 170         | 309         |          | 55,49   |
| S <sup>t</sup> -Martin . . . . .                           | 160         | 376         |          | 57,44   |
| S <sup>t</sup> -Médard . . . . .                           | 636         | 1627        |          | 61,03   |

Ce tableau montre assez exactement, croyons-nous, la répartition de la richesse à Paris vers la fin du siècle. Les quartiers les plus riches, les plus peuplés sont ceux qui avoisinent la Seine. Les paroisses riveraines de l'est gardent leurs vieux hôtels, leur clientèle noble et commerçante : mais la bourgeoisie aisée se porte vers l'ouest. Les quartiers de la périphérie sont au contraire misérables, et c'est surtout vers le sud que le cas est frappant.

Il convient d'ailleurs d'insister un peu plus. Dans la plupart des paroisses, les chiffres n'ont pas sensiblement varié de 1732 à 1757 : la règle a toutefois présenté certaines exceptions, et ce sont ces exceptions qu'il y a lieu de signaler à nouveau et de mettre en lumière : le tableau suivant répond à cet objet.

| PAROISSES                                                   | 1731          | 1732          | 1757          | Différence |
|-------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|------------|
|                                                             | Excédent<br>‰ | Excédent<br>‰ | Excédent<br>‰ |            |
| S <sup>t</sup> -Paul . . . . .                              | 42,78         | 46,57         | 39,87         | + 17,09    |
| S <sup>t</sup> -Gervais . . . . .                           | 2,70          | 30,33         | 53,91         | + 15,21    |
| S <sup>t</sup> -Roch . . . . .                              |               | 38,21         | 46,27         | + 8,06     |
| S <sup>t</sup> -Séverin . . . . .                           | 56            | 48,94         | 48,94         | — 7,06     |
| S <sup>t</sup> -Sulpice . . . . .                           | 34,13         | 39,77         | 48,96         | + 14,83    |
| S <sup>t</sup> -Eustache . . . . .                          | 58,18         | 47,35         | 47,35         | — 10,83    |
| S <sup>t</sup> -Jean-en-Grève . . . . .                     | 16,42         |               | 45,90         | + 29,48    |
| S <sup>t</sup> -Madeleine de la V. l'Evêque . . . . .       |               | 17,93         | 22,04         | + 4,11     |
| S <sup>t</sup> -Jacques-la-Boucherie . . . . .              | 38,68         | 23,54         | 23,64         | — 15,04    |
| S <sup>te</sup> -Marguerite . . . . .                       | 36,55         | 21,92         | 21,92         | — 14,63    |
| S <sup>t</sup> -Laurent . . . . .                           |               | — 15,07       | — 4,30        | + 10,77    |
| S <sup>ts</sup> -Innocents . . . . .                        | 14,28         | — 6,14        |               | — 20,42    |
| S <sup>t</sup> -Etienne-du-Mont . . . . .                   |               | 10,43         | — 5,76        | — 16,19    |
| S <sup>t</sup> -Leu, S <sup>t</sup> -Gilles . . . . .       | — 7,78        | — 7,27        |               | + 0 51     |
| S <sup>t</sup> -Sauveur . . . . .                           | — 5,41        |               | — 35,60       | — 30,19    |
| S <sup>t</sup> -Nicolas-des-Champs . . . . .                | — 21,99       |               | — 36,22       | — 14,23    |
| S <sup>t</sup> -Nicolas-du-Chardonnet . . . . .             |               | — 23,50       | — 38,04       | — 14,54    |
| S <sup>t</sup> -Barthélemy . . . . .                        | 36,66         | 27,2          | — 40,60       | — 77,26    |
| S <sup>t</sup> -Jacques, S <sup>t</sup> -Philippe . . . . . |               | — 26,2        | — 44,73       | — 18,45    |
| S <sup>t</sup> -Hippolyte . . . . .                         |               | — 15,40       | — 55,49       | — 40,09    |

Sur la liste des contribuables de la taxe des pauvres figurent bien des curés, des vicaires, mais non pas les membres des chapitres et des communautés. Ceux-ci, en effet, usant de leur procédé ordinaire, se sont abonnés au Grand Bureau et payent annuellement une taxe convenue qui n'est pas très élevée. L'archevêché paye 1.260 livres, le chapitre de Paris 3.328, celui de la Ste-Chapelle 1.200, celui de St-Germain l'Auxerrois 200. St-Victor est taxé à 1.040, les Chartreux à 960, le Temple à 1.040, les Célestins à 956, St-Martin-des-Champs à 1.248, St-Germain-des-Prés à 800, Ste-Geneviève du Mont à 416, St-Honoré à 208. Les autres communautés n'acquittent que des contributions insignifiantes.

Il faut enfin ajouter à tous ces droits et taxes certaines recettes supplémentaires, la vente du vin aux vieillards des Petites Maisons notamment. La multiplicité de ces ressources prouve l'ingéniosité du Grand Bureau, la bienveillance du pouvoir central ; mais elle prouve aussi l'insuffisance de chacune d'entre elles, et l'instabilité de l'équilibre budgétaire. Et en effet, si l'exercice de 1733-1736 se clôt avec un excédent de 17.181 livres, celui de 1745-48 n'en laisse que 1.179 de résidu. Il apparaît ainsi que le Grand Bureau non seulement ne peut jouer le rôle qui lui revient, ni faire tout le bien qu'il faudrait, mais qu'il a grand peine à suffire au peu de bien qu'il fait. Pour qu'il puisse agir efficacement il faut qu'il devienne un établissement public dans toute la force du terme, qu'il émerge au budget de l'État.

Nous avons eu pour but d'exposer l'organisation et le fonctionnement du Grand Bureau. Les faits parlent trop éloquemment pour qu'il soit besoin d'une longue conclusion. On prétend souvent que la Révolution et le xix<sup>e</sup> siècle se sont bornés à reprendre et à continuer les errements de l'ancienne monarchie. En matière charitable, il n'en est pas ainsi. Il y avait bien, à Paris, avant 1789, une Assistance publique ; mais cette Assistance était pauvre, elle réservait

ses secours aux bourgeois déclassés. Dans son organisation administrative, dans son organisation financière, on trouve, bizarrement accouplés, le principe de liberté et celui d'obligation. Les fonctions de commissaire sont gratuites et bénévoles : mais nul n'a le droit de les refuser. La taxe des pauvres est en théorie une contribution volontaire, mais à laquelle nul ne saurait se soustraire. On comprend, en étudiant l'institution, que les contemporains l'aient vu sans regret disparaître au cours de la Révolution, et c'est le spectacle d'une charité aussi inique qui a provoqué la formation de théories plus généreuses, plus humanitaires, plus égalitaires, dont le Comité de mendicité de la Constituante va se constituer le représentant. Entre l'Ancien Régime et la Révolution, il y a réaction absolue, et du Grand Bureau il restera seulement — et encore est-ce une hypothèse — quelque mots, ceux de Bureau, de commissaire, et d'administrateur.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                                                                                                                                                                                |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| INTRODUCTION . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                         | 3  |
| DIVISION DU SUJET . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                    | 17 |
| CHAPITRE PREMIER : LE GRAND BUREAU DES PAUVRES . . . . .                                                                                                                                                                                                                       | 18 |
| <p>I. Les moyens d'action. Nombre de pauvres inscrits et aumônes, 18. —</p> <p>II. Les principes du Grand Bureau. Le choix des pauvres, 26. — III. Le personnel du Bureau. Le Procureur Général. Commissaires des pauvres, collecteurs, vergers, huissiers, receveurs, 28.</p> |    |
| CHAPITRE II : LES PETITES MAISONS . . . . .                                                                                                                                                                                                                                    | 38 |
| <p>I. La teignerie, 38. — II. La maladrerie, 39. — III. Les aliénés, 41. —</p> <p>IV. Les vieillards. Recrutement et régime, 42. — V. L'infirmerie. Plaintes contre les sœurs, 46.</p>                                                                                         |    |
| CHAPITRE III : LA TRINITÉ . . . . .                                                                                                                                                                                                                                            | 53 |
| <p>I. L'hospice. Description, 53. — II. L'orphelinat. Recrutement et régime, 54. — III. L'école d'apprentissage, 59.</p>                                                                                                                                                       |    |
| CHAPITRE IV : LE BUDGET . . . . .                                                                                                                                                                                                                                              | 62 |
| <p>I. Les contributions volontaires. Quêtes, dons, legs, etc., 62. — II. Les impôts. Ferme du pain, taxe des pauvres, 66.</p>                                                                                                                                                  |    |
| CONCLUSION . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                           | 78 |

---





## BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE MODERNE

Publiée sous les auspices de la Société d'Histoire Moderne, la *Bibliothèque d'Histoire Moderne* se compose de fascicules de grosseur variable, munis d'une double pagination et d'un titre mobile, de manière à pouvoir être conservés isolément ou réunis en volumes à l'usage de la bibliothèque.

La publication régulière de la *Bibliothèque d'Histoire Moderne* est fondée sur une souscription. Les souscripteurs à l'ensemble de la *Bibliothèque* jouissent d'une réduction d'environ 33 % sur le prix de vente de chaque fascicule. En aucun cas le prix total des fascicules qui leur sont distribués ne dépasse, pour une année, **douze francs**. On souscrit à la SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION, qui envoie gratuitement, sur demande, des prospectus et des bulletins de souscription.

### Fascicules parus :

- FASC. I<sup>er</sup>. — **La Peur en Dauphiné (Juillet-Août 1789)**, par Pierre CONARD, ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé d'histoire. — Un vol. de 284 pages, avec croquis et carte hors texte. . . . . **7 fr. »**  
Pour les souscripteurs à la Bibliothèque. . . . . **4 fr. 75**
- FASC. II. — **Les Origines des Cultes révolutionnaires (1789-1792)**, par Albert MATHIEZ, ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé d'histoire, docteur ès lettres. — Un vol. de 150 pages. . . . . **3 fr. 50**  
Pour les souscripteurs à la Bibliothèque. . . . . **2 fr. 25**
- FASC. III. — **Le Grand Bureau des Pauvres de Paris au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle**, par Léon CAHEN, agrégé d'histoire, docteur ès lettres. — Un vol. de 80 pages. . . . . **2 fr. 25**  
Pour les souscripteurs à la Bibliothèque. . . . . **1 fr. 50**

### Le tome premier sera complété par :

- FASC. IV. — **Les Procès-verbaux du Comité du Travail de l'Assemblée Constituante de 1848**, publiés, avec une introduction et des notes, par Georges RENARD, professeur au Conservatoire national des Arts et Métiers.

## RÉPERTOIRE MÉTHODIQUE DE L'HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE de la France

Rédigé sous la direction de MM. G. Brière, P. Caron, H. Maistre, et publié sous les auspices de la Société d'Histoire Moderne, le *Répertoire Méthodique* fournit le relevé annuel des livres et articles de périodiques parus en France et à l'étranger, sur l'histoire de la France, des guerres d'Italie à nos jours.

|                                     |               |
|-------------------------------------|---------------|
| Année 1898. In-8, xxii-119 pages    | <b>6 fr.</b>  |
| Année 1899. In-8, xxix-229 pages    | <b>10 fr.</b> |
| Année 1900. In-8, xxxviii-273 pages | <b>12 fr.</b> |
| Année 1901. In-8, xl-334 pages      | <b>16 fr.</b> |

*L'année 1902 est en préparation.*

Conditions de vente spéciales aux abonnés de la *Revue d'Histoire Moderne*.









































P  
HF  
B

Bibliothèque d'Histoire moderne.  
Fasc. 3, 1904.

120220

UNIVERSITY OF TORONTO  
LIBRARY

Do not  
remove  
the card  
from this  
Pocket.

Acme Library Card Pocket  
Under Pat. "Ref. Index File."  
Made by LIBRARY BUREAU, Boston

